

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 283. — 23 AVRIL 1966

DES AMÉRICAINS EN COLÈRE

La lutte pour la paix au Vietnam, pour la reconnaissance des droits civiques des Noirs aux Etats-Unis, pour l'interdiction des armes atomiques, va prendre, cette semaine, un nouveau visage.

Ce sera celui d'une jeune femme de 25 ans, à la peau brune, à la voix claire et légère, dont l'énorme popularité aux U.S.A. a renforcé le camp de tous ceux qui se battent pour la paix et la justice.

CAR TELLE EST JOAN BAEZ

Révélee par le Festival folklorique de Newport en 1959, toute l'Amérique a découvert, depuis, le talent de cette jeune mexicano-irlandaise, fille d'un conseiller à l'Unesco.

Très jeune, elle subit, sous le soleil californien, les brimades d'une ségrégation qui oblige les jeunes élèves de couleur à jouer loin des enfants blancs.

Quelques années plus tard, Joan Baez se sentira étroitement solidaire de ceux qui souffrent de l'injustice. Non seulement elle participera aux manifestations publiques pour réclamer l'égalité raciale, mais encore refusera de payer la part de ces impôts qui représente son apport au budget nucléaire des U.S.A.

« Ils ont la main posée sur le pouls de leur génération », a dit d'elle et de son ami Bob Dylan le grand poète noir Langston Hughes.

L'interview que nous publions (voir page 11) en est le témoignage.

Stéphane PILLIET.



Dans 12 jours le colloque de Grenoble

C'était en janvier dernier. Dans un appel largement reproduit par la presse et notamment par T.S., une vingtaine d'animateurs de clubs, de militants politiques et syndicaux, lançaient l'idée d'une rencontre socialiste qui pourrait se tenir à Grenoble les 30 avril et 1^{er} mai.

La Gauche — et plus particulièrement le mouvement socialiste — disait l'appel — « doit cesser de poser les problèmes du passage au socialisme en termes généraux dépassés par l'évolution même de celui-ci. Elle doit renoncer à couvrir d'une phraseologie révolutionnaire les pires pratiques opportunistes. Elle doit formuler en termes clairs ce qu'elle entend faire si elle accède au pouvoir, sur quel modèle de société elle entend mener le pays et par quels moyens elle entend parvenir à ses objectifs. »

Au moment où, quatre mois après l'élection présidentielle, la discussion d'un programme commun n'est pas même ébauchée, au moment où les récentes discussions sur la motion de censure concernant le retrait de l'O.T.A.N. montrent la fragilité des ententes qui ne sont pas fondées sur un accord englobant les grandes options programmatiques, l'initiative de Grenoble est accueillie avec un intérêt particulier. Pendant deux journées, des hommes qui appartiennent à des organisations différentes, qui peuvent avoir des options tactiques diverses, vont chercher ensemble à résoudre un certain nombre de problèmes de fond.

Le samedi 30 avril, à 10 heures, dans la salle du théâtre de Grenoble, Serge Mallet présentera le rapport introductif. Près de quatre cents délégués seront venus des différents coins de France, puisque, à l'appel du Comité d'initiative, a répondu la constitution de Comités de soutien dans une trentaine de villes. Il faut citer Albertville, Annecy, Auxerre, Beauvais, Besançon, Bourg, Brive, Carcassonne, Chambéry, Cholet, Clermont-Ferrand, Creil, Dijon, Epinal, Grenoble, Guéret, Lille, Limoges, Lyon, Mâcon, Le Mans, Marseille, Montpellier, Montluçon, Moulins, Mulhouse, Nantes, Nice, Nîmes, Orléans, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Sens, Strasbourg, Toulouse, Tulle, Valence,

d'autres encore puisque chaque jour de nouvelles demandes arrivent au Comité d'organisation. Chaque comité déléguera à Grenoble entre deux et dix délégués, suivant les cas.

Parmi les personnalités qui seront jointes aux membres du Comité d'Initiative et qui participeront aux débats les animateurs auront la joie d'accueillir Achille AUBAN, Colette AUDRY, Jean BARETS, René BONEYTY, Georges BRUTELLE, Georges FILLIOUD, Lucien GOLDMAN, Marcel GONIN, André HARIOU, André JEANSON, Annie KRIEGEL, Georges LASERRE, Pierre Le BRUN, Henri LEFEBVRE, Pierre MENDES-FRANCE, André PHILIP, Michel PHILIPONEAU, Marcel PRÉNANT, Alfred SAUVY, Robert VERDIER, Paul VIGNAUX seront parmi les présents.

Sous la présidence d'Andre Salomon (Débat communiste), la séance du samedi matin permettra d'entendre les trois rapports de Maurice Duverger sur « Démocratie et socialisme », de Pierre Lavau (Citoyen 60) sur « Planification et marché », enfin de Georges Servet (P.S.U.) sur les « Voies de passage au socialisme ».

La séance du samedi après-midi, présidée par C. Bernardin (Cercle Tocqueville) donnera l'occasion aux participants d'intervenir dans la discussion générale.

Le samedi soir et fort avant dans la nuit, six commissions de travail prendront pour base les rapports préparatoires déjà diffusés à plus de 1.000 exemplaires; ces commissions seront respectivement présidées par J.-F. Armogathe (Démocratie nouvelle, Marseille), Marcel Gonin (C.F.D.T.), Jean Chaintron (Débat communiste), Martine Michelland, Alain Savary (Démocratie et Socialisme), Georges Montaron (Amis de Témoignage Chrétien).

Enfin, dans la journée du dimanche, après une reprise de la discussion générale présidée par Pierre Beregovoy (P.S.U.), on en viendra aux rapports des différentes commissions, puis Serge Mallet proposera des conclusions générales permettant de dresser un premier bilan du travail accompli et de poser quelques jalons pour la suite qui sera donnée à cette Rencontre socialiste de Grenoble.

M. H.

● Réunions du parti

Judi 21 avril : Compiègne, avec Marc Heurgen.

Samedi 23 avril : Bordeaux Etudiants, avec Manuel Bridier.

Mercredi 27 avril : Vitry, avec Marc Heurgen.

Vendredi 29 avril : Réunion du C.E.S. d'Amiens, sur les problèmes de la planification, animée par Jean-Marie Vincent.

● Lille : le P.S.U. participera à la commémoration du 1^{er} mai

Soyez tous présents au rassemblement, dimanche 1^{er} mai à 10 heures, à la Bourse du Travail, 75, rue Léon-Gambetta (regroupement P.S.U. en face, vers le milieu de la rue Alexandre-Leleux, sous la bannière P.S.U.). Invitée par l'union locale C.G.T., la section lilloise du P.S.U. a décidé, après réunion de son bureau, de répondre favorablement.

Elle a participé aux deux réunions préparatoires du 2 et du 16 avril, participera à la propagande par tracts et affichage et aura quelques

minutes de parole, ainsi que le P.C., lors du meeting qui suivra le défilé, salle Roger-Salengro.

Le P.S.U. qui précise n'avoir reçu d'invitation que de la C.G.T. seulement, regrette que la commémoration du 1^{er} mai à Lille ne soit pas une manifestation d'unité populaire.

Pour sa part cependant, il estime que la non-participation de la S.F.I.O., de F.O., de la C.F.D.T., de l'U.N.E.F., ne conditionne pas sa décision, chaque organisation étant seule responsable de la sienne.

La présence du P.S.U. marquera donc sa volonté d'unité.

La F.E.N. ne participera pas sous forme organisée, mais laisse ses adhérents libres de participer individuellement.

TOUS AU RASSEMBLEMENT.

Naissance

M. et Mme Jean Santi ont la joie de vous annoncer la naissance de leur fille Hélène, le 18 mars 1966, Lycée Benoit, l'Isle-sur-Sorgue - 84.

Toutes nos félicitations.

COURRIER DES LECTEURS

● A propos de la Commune

Vous écrivez (T.S. n° 278) que « la Commune » a commis des erreurs. Vous donnez un seul exemple de ces erreurs, ce qui laisse penser que vous estimez que c'est la principale : manque de contacts avec la province pour expliquer le sens du mouvement parisien. Vous oubliez de dire que les Versaillais, aidés aimablement par les armées prussiennes de Bismarck, avaient établi un véritable cordon sanitaire autour de la capitale; ainsi M. Thiers pouvait facilement et efficacement entretenir dans la population un perpétuel état de peur en présentant les communards comme un groupe de prostituées et d'ivrognes mettant Paris à sac. Il ne s'agit donc pas, à mon sens, d'une erreur des Fédérés mais d'un obstacle qu'ils pouvaient difficilement surmonter.

Ce qui frappe le plus, dans cette explosion de misère du prolétariat parisien, c'est sans doute l'improvisation qui marque tous les actes et décisions, l'absence d'organisation et le manque de formation des révolutionnaires. Ce n'est pas un hasard si l'une des premières revendications des Communards est l'instruction gratuite et laïque pour tous. C'est une leçon à retenir. Aujourd'hui encore, la lutte pour une démocratisation de l'enseignement s'identifie avec la lutte pour le socialisme et conditionne en partie son succès. Dans notre société dite d'« abondance » (les besoins vitaux étant satisfaits), la prise de conscience de la nécessité du socialisme suppose un certain niveau culturel; d'autre part, en cas de victoire, les travailleurs ne pourront devenir gestionnaires du pays que s'ils en sont capables : sinon, après une période d'allégresse, ce sera le retour au capitalisme ou la bureaucratisation.

Une réforme réellement démocratique de l'enseignement est sans doute inconciliable avec le capitalisme; néanmoins, des étapes importantes peuvent se faire en régime capitaliste et préparer sa chute (les grandes lois

de 1881-1882 ont été votées par des républicains-conservateurs attachés au capitalisme). Aussi le P.S.U. ne doit-il pas se contenter d'avoir mis sur pied un plan succinct : il faudrait le revoir, le détailler, l'enrichir, le rendre public, en discuter avec les autres partis et syndicats soutenant le C.N.A.L., etc. Il faut essayer de populariser des revendications claires : scolarité jusqu'à dix-huit ans, vingt-cinq élèves par classe, orientation et non sélection, etc. Faire enfin de ce problème l'une de nos premières préoccupations. Je m'étonne que parmi les questions qui ont été posées à F. Mitterrand par le P.S.U., celle de la démocratisation de l'enseignement ne figure pas... alors qu'elle faisait partie de notre plate-forme présidentielle. Espérons que les préoccupations électoralistes ne relègueront pas dans l'ombre cet important problème.

Gérard Lindeperg.

Réponse : Il est vrai que Thiers et les Allemands avaient établi un cordon sanitaire isolant la capitale. Il n'en est pas moins vrai également que si la Commune a lancé en province des délégués, ils étaient en trop petit nombre et porteurs d'un programme peu convaincant parce que trop général. Alors qu'une lutte à mort était engagée entre elle et les Versaillais, la Commune aurait dû en premier lieu exploiter le développement de certains soulèvements de type socialiste (Lyon, Marseille, Narbonne, Toulouse, etc.) et « éclairer » les provinciaux en leur montrant précisément qu'elle était autre chose qu'un ramassis « d'ivrognes et de prostituées ».

Comme l'écrivit Georges Bourgin : « Thiers a bénéficié dans son entreprise de l'espèce d'abstention de Paris à l'égard de la province comme de la sorte d'indifférence ou d'inquiétude amorphe de la province à l'égard de Paris. »

C. Bancel.

● A propos de la faim dans le monde

Dans Tribune Socialiste du 26 février 1966, J. Helms brosse un tableau rapide de la famine aux Indes sans souffler mot de la question démographique.

Quelle est la raison de ce silence ? Nous n'en sommes plus au temps où toutes les propagandes, des poujadistes aux staliniens, en passant par les catholiques et les radicaux plus ou moins laïques, ignoraient systématiquement et obstinément cette donnée essentielle des problèmes économiques.

Si Mitterrand en orne son programme électoral, ce n'est pas qu'une vocation le pousse, brusquement, vers un militantisme d'avant-garde, mais seulement parce qu'on ne peut faire oublier éternellement au Français moyen, ni au Yankee moyen d'ailleurs, ni au Russe moyen, cette vérité évidente : un kilo de farine divisé en deux fait la ration plus grosse qu'un kilo divisé par trois, par quatre, par cinq...

D'ailleurs, serait-ce une vérité impopulaire que J. Helms n'en aurait pas reculé pour autant. N'est-ce pas ? Alors, pourquoi ce silence ?

L'opinion publique ne serait pas encore mûre, pensent certains camarades. D'autres attendent que la « pilule » soit au point. Et cependant l'opinion est captivée par le prochain atterrissage des Russes sur la Lune. Cependant, les Yankees, sans attendre que les transports interplanétaires soient au point, sondent Vénus sous son voile mystérieux. Et les préservatifs, par parenthèse, sont-ils au point ?

Des savants triturent des algues marines pour en extraire le pain quotidien, des étudiants de bonne volonté lavent des voitures pour envoyer quelques tracteurs en Afrique, le clergé met des marmites dans les églises, puis il nous invite à planter, sur un énorme rondin, chacun son clou... Pourquoi pas chacun sa goutte d'eau dans la mer ?

Si Tribune Socialiste et J. Helms ne réagissent pas plus énergiquement, qui alarmera l'opinion alors qu'il en est encore temps, peut-être... ?

F. Giacomo,
Inst. à Corravillers (H.-S.).
Voir à ce sujet notre article en page 6.

J'accuse... Le Petit Parisien
PRESIDENT DE LA REP. EMILE ZOLA. MORT DE VICTOR HUGO.

JOURNAUX DU TEMPS PASSÉ

Tenir entre ses mains les fac-similés des journaux d'autrefois, déplier l'Aurore pour y lire "J'accuse" de Zola, le Petit Parisien du 24 mai 1885 pour y apprendre la mort de Victor Hugo, la correspondance littéraire secrète du 15 septembre 1785 - pour y suivre l'affaire du "Collier de la Reine"... c'est pour l'amateur d'histoire... une satisfaction gourmande... c'est de l'histoire vivante. On apprend, on réapprend, on s'étonne, on s'indigne, on s'amuse... Ah ! si chaque jour le journal pouvait être aussi passionnant !

C'est en ces termes que Jacqueline Platier, dans le Monde, signale le magnifique recueil de 85 JOURNAUX DU TEMPS PASSE qui, dit-elle, "reproduits en offset ont gardé leur grandeur nature et leur saveur du temps passé". 85 journaux : 12 des XVII^e et XVIII^e siècles, 21 de la Révolution, 23 pour Napoléon et la Restauration, 18 du Second Empire et de la Troisième, 11 journaux clandestins de l'Occupation. Les numéros choisis sont parus au lendemain des grandes dates de l'histoire et relatent - quelquefois comme des événements sans importance noyés parmi les potins du jour - l'abjuration de Galilée ou le 14 Juillet ou la bataille de Waterloo ! "Ces lectures sont passionnantes" écrit Les Echos. Et le Canard Enchaîné : "Ce recueil panoramique est une réussite".

Les journaux, reproduits au format réel et pliés si nécessaire, sont insérés - précédés d'une notice générale qui situe chaque journal et chaque événement - dans une luxueuse reliure pleine toile, format 37 x 26, gardes soie, d'où ils peuvent être extraits pour la lecture. La Librairie Pilote offre pour 15 jours encore ce magnifique recueil au prix exceptionnel de souscription de 69,50 F. (ensuite 74,50 F.) ou 3 mensualités de 24 F. Demandez-lui une documentation gratuite ou, mieux, le recueil lui-même pour examen gratuit de 5 jours avec droit de retour, en vous hâtant de lui adresser le bon ci-dessous pour profiter des conditions actuelles.

BON pour examen gratuit à adresser à la LIBRAIRIE P.I.L.O.T.E., 22 rue de Grenelle Paris (7^e)

Veuillez m'adresser "Journaux du Temps Passé". Si je ne renvoie pas dans les 5 jours le recueil complet, dans son emballage d'origine, je le régle ai 69,50 F. comptant ou en 3 mensualités de 24 F. par :

chèque chèque postal à votre C. C. P. PARIS 13905 31 mandat.

nom..... profession.....

adresse.....

N° de CCP ou banque.....

T.S. 4 SIGNATURE :

CONFUSION ET DIVISION

Nous avons toujours dit au P.S.U. que la plus mauvaise méthode à employer pour assurer les conditions d'unité de la gauche était celle qui consistait à faire le silence sur les points de désaccord.

Nous avons toujours affirmé qu'il valait mieux aborder franchement les questions litigieuses avant de créer une alliance qui ne saurait être qu'affaiblie lorsque les divergences, inéluctablement, apparaîtront.

A l'occasion des élections présidentielles, nous avons insisté sur la nécessité, pour la gauche, de donner la priorité à la discussion et à l'accord sur un programme commun, y compris sur les problèmes de politique étrangère.

Ceux-ci étaient, en effet, analysés différemment par les diverses composantes de la gauche. Nous le savions et nous souhaitons qu'un débat définisse clairement les options et les choix d'une politique internationale dans le cadre d'une alternative socialiste au régime gaulliste.

En se prononçant pour le désengagement à l'égard des blocs militaires, le P.S.U. avait conscience que non seulement le départ de la France de l'O.T.A.N. était posé mais que cette éventualité devait être envisagée conjointement avec la suppression du Pacte de Varsovie et en tenant le plus grand compte des incidences économiques qu'amènerait à court terme cette politique d'indépendance.

Cela méritait une discussion approfondie, une étude réfléchie et commandait des initiatives et des propositions originales face aux tendances prévisibles de la politique nationaliste de de Gaulle.

Rien de cela ne se fit. On mit au réfrigérateur les questions de politique étrangère, on fit l'impasse.

Elles viennent de resurgir dans le pire climat de confusion et elles ont comme principale conséquence de faire apparaître les divisions de la coalition de la gauche.

Il est vrai que la tactique employée par la S.F.I.O. ne pouvait être plus mauvaise.

Au lieu de mettre en cause la politique générale du gouvernement et de lui opposer, point par point, une autre politique, les « manœuvriers » de la S.F.I.O. ont préféré présenter une motion de cen-

sure condamnant la politique étrangère du gaullisme et plus spécialement la décision du retrait de la France de l'O.T.A.N.

Ceux des membres de la S.F.I.O. qui prirent cette initiative avaient, il est vrai, une arrière-pensée tactique. Ils savaient

par *Harris PUISAIS*

bien, agissant ainsi, qu'ils allaient à l'encontre du sentiment d'une grande partie de la gauche, non seulement des communistes, mais aussi de tous les socialistes qui ne conçoivent pas l'unité de la gauche en dehors de l'alliance avec le Parti communiste.

Et même si le récent Conseil national de la S.F.I.O. n'a pas suivi tout leur raisonnement et a confirmé son refus d'une alliance de la gauche non communiste et des démocrates du M.R.P., il n'empêche qu'il a avalisé l'essentiel de leur proposition et que les divisions sont alors apparues au grand jour.

Les communistes refusant de voter la motion de censure, l'alliance des élections présidentielles étant sur ce point rompue, les gaullistes peuvent pavoiser. Ils viennent de marquer un point.

Ces débats à l'Assemblée nationale serviront-ils de leçon à la gauche ? Comprendra-t-elle qu'il ne suffit pas de critiquer systématiquement, et que l'anti-gaullisme n'est pas une politique suffisante pour lui donner demain la majorité ?

Le terrain tactique peut faire naître des alliances de circonstance. Celles-ci ne résistent pas dès qu'on rencontre des problèmes concrets.

Et la pire des choses serait pour la gauche d'aborder de cette manière la bataille des futures élections législatives.

Les électeurs ne se mobiliseront pas pour choisir sur le vu d'une simple parade de foire. Ils refuseront de se laisser duper par toute entente de façade.

Il est grand temps, après ce triste spectacle, d'en tirer la leçon.

Il faut maintenant que la gauche recherche un accord sur le fond des problèmes politiques.

Même ceux que notre obstination « agace » doivent se rendre à l'évidence : contre le gaullisme, il faut opposer une politique et non de simples pactes.

Et puisque nous parlons de politique étrangère, préparer une politique européenne qui ne soit pas seulement faite de slogans et de rêves, mais qui puisse assurer réellement l'indépendance économique de l'Europe et permettre une véritable politique de désengagement.

Alors seulement, le vide sera exclusivement gaulliste.

COMMUNIQUÉ DU P.S.U.

Le P.S.U. avait proposé que l'ensemble des députés qui ont soutenu le candidat unique de la gauche déposent une motion de censure contre la politique générale du gouvernement.

La S.F.I.O. a préféré présenter un texte condamnant le retrait de la France de l'O.T.A.N., texte qui devait nécessairement heurter une très grande partie de la gauche française. Les conséquences de cette décision n'ont pas tardé à apparaître : elles s'appellent division et confusion.

Il est vrai que la majorité du groupe parlementaire de la S.F.I.O. ainsi que François Mitterrand ont refusé de renouer à cette occasion l'ancienne alliance avec le M.R.P. Mais cette attitude ne suffit pas à effacer le coup porté au mouvement qui s'était affirmé lors de la bataille présidentielle. L'indispensable relance de ce mouvement ne soulève pas en effet un simple problème de tactique : elle dépend plus que jamais de la recherche d'un accord sur le fond, de la discussion d'un programme commun.

Le P.S.U. est persuadé que cette discussion peut aboutir à des résultats positifs si les différentes composantes de la gauche l'abordent dans un esprit réaliste et neuf.

Le P.S.U. qui s'est toujours prononcé en faveur du désengagement à l'égard des blocs militaires, estime qu'à partir du moment où la France quitte l'O.T.A.N. et où les forces américaines vont abandonner leurs bases, les problèmes essentiels sont ceux de la réalisation des conditions de l'indépendance économique de l'Europe et ceux de la mise en œuvre d'une véritable politique de désarmement. Sur ces points, le nationalisme gaulliste n'apporte pas de réponses acceptables. C'est à la gauche qu'il revient de définir ces réponses.

45 JOURS

Il vous reste donc peu de temps...

Dans moins de deux mois
aura lieu le tirage

**N'oubliez pas que de
votre effort dépend T.S.**

CONGRÈS DE L'U.N.E.F.

Vers un nouveau Dijon ? (1)

Le 53^e Congrès de l'U.N.E.F. vient de se dérouler à Grenoble. Les délégués des associations générales d'étudiants (A.G.E.) devaient définir une orientation générale pour l'année et élire la direction nationale chargée de la faire appliquer ; c'est dire qu'il leur fallait tenir compte non seulement de la pratique de leur A.G.E. et du mouvement, mais aussi du contexte politique global.

Rapport moral ou rapport d'orientation ?

Le rapport moral posait au-delà d'un bilan par trop optimiste de l'année écoulée une orientation implicite qui devait peser sur les débats du congrès.

Le bilan constate tout d'abord la relative réussite de la mobilisation des étudiants durant la campagne revendicative du second trimestre. En effet, cette campagne a montré que l'U.N.E.F. a su garder le contact avec un milieu dont elle est censée représenter les intérêts objectifs ; elle a surtout su exprimer le malaise des étudiants face à la mise en place du plan Fouchet.

C'est ainsi qu'à Orsay, Poitiers, Lille, Paris-Lettres et Rennes, où, dans la plupart de ces villes, la grève a été votée à 80 % par les étudiants. Mais il ne fallait pas attendre de cette campagne revendicative plus qu'une manifestation d'existence de l'U.N.E.F. au moment où le syndicalisme étudiant traversait une grave crise.

Le second volet du bilan constatait que la réorganisation financière et administrative était en bonne voie ; il existe dès lors pour l'U.N.E.F. des possibilités objectives d'intervention à la rentrée qui ne seront pas hypothéquées par le non-fonctionnement de l'appareil.

Mais ce rapport moral contenait aussi une orientation implicite qu'on avait déjà pu noter dans l'activité du bureau national sortant. Ainsi, la réorganisation administrative allait vers une forme de centralisme permettant d'accroître l'intervention bureaucratique de la direction nationale.

(1) Congrès de 1963 qui a défini les bases d'une stratégie syndicale pour l'U.N.E.F.

nales. Mais c'est surtout dans la définition de l'U.N.E.F. et sa situation par rapport à l'ensemble des forces de gauche que ce rapport moral marquait une certaine orientation.

Syndicalisme de masse plus unité intersyndicale ?

Le syndicalisme de masse est présenté en soi comme une nécessité absolue et immédiate pour l'U.N.E.F. ; mais le rapport moral n'en indique ni le contenu politique ni par quelles médiations le mouvement étudiant pourrait redevenir le syndicat de la majorité des étudiants avec un contenu politique réel.

La conception de ce que devrait être une unité des syndicats étudiants, enseignants et ouvriers sur les problèmes de l'enseignement, et plus particulièrement en ce qui concerne l'institution universitaire, est nettement insuffisante. Le bureau national ne montre ni les conditions ni les dangers de cet « intersyndicalisme » ; le danger principal étant un alignement pur et simple de l'U.N.E.F. réduite à l'état de force d'appoint sur les positions des organisations enseignantes dont le moins qu'on puisse dire est que leurs stratégies ne sont pas orientées directement vers le socialisme.

Ainsi le rapport moral refuse de voir les véritables problèmes posés par les limites de l'intersyndicalisme et donne la priorité à la construction d'un mouvement quantitativement important. Ce mouvement aurait alors la possibilité de définir une politique intersyndicale claire et offensive, fondée sur un projet politique non ambigu. C'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Le renforcement quantitatif est conditionné par le renforcement politique.

Aux termes de ce rapport moral, les délégués mettaient déjà des noms aux différents postes du bureau national. Celui-ci s'orientait vers une « synthèse » entre l'A.G.E. de Lille et le cartel des Ecoles normales supérieures dont les dirigeants avaient été les seuls à présenter un texte et qui constituait donc le pivot de la future direction nationale.

L'U.N.E.F. cette année

Ce qu'on a appelé crise de l'U.N.E.F. n'est pas la résultante simpliste d'un désintéressement des étudiants à l'égard de leur syndicat. On peut parler de crise politique dans la mesure où les A.G.E. ne sont pas capables de définir un projet politique cohérent susceptible de rassembler une majorité. Si on place à part les corporatistes traditionnels qui représentent la droite, les tendances sont constituées par le « centre » et la gauche syndicale.

Dans la mesure où les A.G.E. « centristes » (Lille...) ont toujours été incapables de définir un projet politique pour l'U.N.E.F. et se sont contentées de mettre l'accent sur leur propre pratique (gestion, syndicalisme de masse en soi, unité syndicale en soi) elles ont été forcées de soutenir depuis trois ans la gauche syndicale au pouvoir.

Bien que minoritaire, la gauche syndicale était donc hégémonique dans le mouvement. Inscrivant les luttes étudiantes dans la perspective du socialisme, elle a développé son intervention à la fois contre les conditionnements idéologiques de l'étudiant (contenu de l'enseignement, rapport étudiant - professeur) et contre la mise en place de structures de formation adaptant l'Université au néo-capitalisme. Mais l'échec de la gauche réside dans le fait qu'elle n'a pas été capable à la base et dans l'ensemble du mouvement de développer une pratique adéquate à sa vision

veau de conscience politique de celui-ci, de dévoiler au milieu les conditionnements socio-culturels dont il est l'objet.

A ceux-ci, la minorité rétorquait qu'une telle intervention ne pouvait aboutir qu'à la transformation du syndicat en mouvement de jeunesse politisé. Elle proposait une démarche dite de « pédagogie progressive ». En partant des problèmes immédiats vécus par les étudiants dans leur travail et par la médiation d'une série d'interventions politiques dans les amphithéâtres et les T.P. (structures de base), elle estimait que le niveau de conscience des étudiants pouvait s'élever et, dépassant le cadre des luttes corporatistes, aboutir à une contestation du système. Il fallait montrer que chaque intervention syndicale, chaque réforme de structures proposée se situait dans une perspective politique à long terme. Mais dans ces deux conceptions, il manquait la définition du relais politique que les organisations gaullistes ont été incapables d'apporter. Dans ce contexte de luttes de tendance et d'incapacité pour l'U.N.E.F. de répondre de manière cohérente au plan Fouchet, on est arrivé à une baisse de militantisme, à un manque de militants formés, ce qui, entraînant une absence totale d'intervention à la base, a conduit à la bureaucratisation du syndicat.

Une campagne revendicative de cette année ne pouvait être qu'ambiguë dans la mesure où les mots d'ordre sans signification politique étaient perçus différemment. Il n'y a eu en fait qu'une exploitation du malaise étudiant pour redorer le blason de l'U.N.E.F., malgré une volonté pédagogique incontestable.

Une orientation pour l'U.N.E.F. ?

Après le rapport moral, le congrès fut essentiellement tactique, personnel ne proposant de perspectives pour la gauche syndicale. Seules les écoles normales supérieures proposèrent une orientation qui fut finalement adoptée.

L'analyse des dirigeants des E.N.S. repose sur le postulat suivant : on doit aboutir à une transformation démocratique de l'Université, et donc mettre en cause les structures universitaires, par exemple, structures actuelles du recrutement. On revendiquera sur des objectifs partiels allant dans le sens de cette démocratisation de l'Université.

Une telle analyse peut apparaître ambiguë dans la mesure où en attachant une trop faible importance à la liaison de l'Université française avec les structures économiques et sociales du néo-capitalisme français, elle risque de se cantonner dans des revendications purement catégorielles. Ainsi, cette orientation est nettement en retrait sur les positions de la gauche syndicale, soucieuse de promouvoir des luttes débouchant sur le socialisme.

La nouvelle direction risque de se contenter d'accords syndicaux partiels et exclusivement défensifs, dans la mesure où elle abandonnera, lorsqu'elle conclura ces accords, toute vision politique globale et à long terme.

Perspectives du bureau national

En fait, on peut formuler un certain nombre d'inquiétudes quant à la validité des prochaines interventions syndicales de l'U.N.E.F., surtout si le nouveau bureau national ne précise pas comment il entend mener la campagne revendicative contre le Plan Fouchet. Il est à craindre de voir abandonner tout l'acquis théorique qu'avait pu apporter la gauche syndicale dans son analyse de l'Université capitaliste.

Les luttes menées par l'U.N.E.F. seraient alors des combats défensifs ; elles ne porteraient que sur des points isolés et sur les incohérences internes du Plan Fouchet, mais elles n'auraient pas la moindre perspective politique.

En réalité, l'avenir de l'U.N.E.F. est conditionné par l'attitude de la gauche syndicale. Le fait que celle-ci ait accepté à Grenoble de laisser s'engager l'expérience actuelle n'implique nullement qu'elle renonce à faire progresser des mots d'ordre correspondant à son projet politique. La gauche syndicale doit pour cela proposer à la fois, une pratique adaptée à la situation des étudiants à l'Université, une stratégie des alliances avec les forces réellement socialistes de la gauche syndicale et politique, des objectifs qui s'insèrent dans une lutte globale contre le régime gaulliste, expression du néo-capitalisme français.



(Photo Elie Kagan.)

J.-F. Nallet, président de l'U.N.E.F.

politique ; il y a à cela plusieurs raisons. D'une part, les organisations politiques françaises ont été incapables séparément ou ensemble d'offrir un horizon politique à long terme aux luttes étudiantes. D'autre part, dans la mesure où les étudiants ne sont pas directement insérés dans la lutte des classes, il est difficile de dépasser un niveau de conscience moderniste sans le support d'organisations politiques capables de former des militants syndicalistes pouvant exploiter politiquement à la base les mots d'ordre du syndicat ; c'est sur ces problèmes que la gauche de l'U.N.E.F. était divisée.

Majorité et minorité

L'ancienne majorité (hétérogène) s'était regroupée autour de la fédération des groupes d'études de lettres (F.G.E.L.), qui participait à la dernière direction nationale. Elle proposait, à partir de la revendication de l'allocation d'études pour tous les étudiants, une lutte contre le statut d'assisté de l'étudiant et estimait nécessaire, pour l'élévation du ni-

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre Dictionnaire de la Langue Française (Edition Gallimard Flâchette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUHANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivroire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.
Nom..... Profession.....
Adresse..... Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 4

45 jours

Gilles Boyer et Jean Tercé.

Enquête au S.N.E.S.

Les congrès de Pâques ont été marqués comme chaque année par plusieurs congrès universitaires. Tandis que Paris accueillait le S.N.E.S. et le S.N.E.T., Caen recevait le S.G.E.N. et Grenoble l'U.N.E.F. Partout s'est exprimée, sous des formes diverses, la nécessité de dénoncer les fausses solutions du régime gaulliste en matière d'enseignement, notamment ce qu'il est convenu d'appeler le « plan Fouchet ». Partout, on a mieux pris conscience qu'une telle mise en cause supposait qu'on ne se cantonne pas dans une opposition négative, mais que l'on débouche sur des contre-propositions réelles. Partout, il est apparu qu'une reprise de l'offensive syndicale était conditionnée par une coordination des luttes entre toutes les centrales, dépassant les revendications catégorielles et débouchant sur un plan d'ensemble.

Le Congrès du syndicat de l'enseignement secondaire (S.N.E.S.) a été marqué par un fait exceptionnel : le rejet à une forte majorité du rapport d'activité de la direction sortante. Au contraire, au Congrès du syndicat de l'enseignement technique (S.N.E.T.), le rapport d'activité était approuvé à une très forte majorité. Ces événements internes prennent une importance particulière au moment où les deux syndicats S.N.E.S. et S.N.E.T. ont décidé de fusionner et de constituer

désormais au sein de la F.E.N. un syndicat dont l'influence sera évidemment considérable.

Sur tous ces problèmes, *Tribune Socialiste* a jugé que le moment était venu d'ouvrir un vaste débat et d'informer ses lecteurs. Nous reprocherait-on d'intervenir mal à propos dans des affaires purement syndicales ? Nous répondons que les problèmes de l'enseignement sont mis à l'ordre du jour, chaque fois qu'est évoquée la nécessité d'un programme commun aux forces de gauche. Nous dirons aussi que les problèmes de l'unité syndicale concernent toute la gauche puisqu'ils conditionnent l'efficacité de son combat. Il faut rompre une bonne fois avec la conception des domaines réservés et des cloisonnements néfastes. Nous avons voulu dans ce journal donner la parole à des militants syndicalistes ; nous entendons que s'expriment ici en toute liberté des représentants des différents courants de la F.E.N. ; nous souhaitons que les lecteurs de *Tribune Socialiste* participent également à la discussion.

Nous avons donc posé quatre questions et nous publions cette semaine les réponses qui nous sont déjà parvenues ; nous continuerons au cours des prochaines semaines à faire connaître d'autres points de vue.

Marc Heurgon.

Aujourd'hui ont la parole

Huguette BOUCHARDEAU - Secrétaire académique du S.N.E.S. (S 3 de Lyon).

Pierre ANTONINI - Secrétaire académique du S.N.E.S. (Mont-

pellier). Membre de la C.A. nationale du S.N.E.S.

Jean PETITE - Secrétaire académique de la F.E.N. (Caen). Membre du Bureau national du S.N.E.S.

1. — Comment expliquer qu'au Congrès du S.N.E.S. le rapport d'activité de la direction existante ait été rejeté à une forte majorité ? Quelles conséquences peut-on attendre de ce vote en ce qui concerne la vie intérieure du S.N.E.S. ?

Pierre ANTONINI. — Essentiellement, le traumatisme causé par l'arrêt brusque de la grève administrative. La principale tendance d'opposition — B — après un certain flottement, ayant refait son unité devant l'immobilisme de la direction, a décidé d'appeler à voter contre le rapport d'activité. Il est à peu près sûr qu'aucune tendance n'aura la majorité absolue, d'où la nécessité d'alliances explicites et tacites qui peuvent donner un tonus nouveau à l'action, ou au moins dégeler les tendances.

Jean PETITE. — Le rejet d'un rapport d'activité est un fait rare dans une organisation syndicale. Pourtant, au S.N.E.S., il était dans la nature des choses. C'est d'abord une réaction spontanée et massive d'une base qui reprochait à une direction de n'avoir pas su diriger une lutte alors que l'aggravation des conditions de travail et les réformes la rendaient et plus difficile et plus nécessaire. C'est aussi la conséquence de la situation d'une direction qui, étant minoritaire, avait refusé d'en tirer les conséquences et d'accepter un partage de responsabilités sur la base d'un programme.

Dans ces conditions, la solidarité de « tendance » n'a pas joué. La contre-attaque consistant uniquement à mettre en cause le courant « Unité et Action » n'a point porté ses fruits, mais au contraire a mis à jour des contradictions : on ne pouvait pas à la fois mettre en cause le caractère monolithique de ce courant et dénoncer sa diversité ; dénoncer son programme, base d'action de la grève de l'an dernier, sans avouer son désaccord avec les buts et moyens d'un mouvement qu'on avait prétendu diriger.

Les élections partielles qui auront lieu en mai pour le classique et le moderne refléteront-elles le mouvement qui s'est dessiné ? Sans aucun doute. Mais c'est dans le nouveau syndicat unifié qu'il faut en apprécier la portée.

2. — La fusion entre le S.N.E.S. et le S.N.E.T. va s'effectuer en novembre prochain. Quelles conséquences peut-on en attendre en ce qui concerne la vie de la F.E.N. ?

Huguette BOUCHARDEAU. — Cette fusion va donner naissance, au sein de la F.E.N., à un syndicat d'importance quantitative sinon égale, au moins comparable à celle du S.N.I., seul syndicat massif au sein de la F.E.N. jusqu'à présent. Ce dernier est à direction autonome ; reste à savoir si l'affrontement du S.N.E.S. nouveau et du S.N.I. sera facteur de renouvellement de la F.E.N. ou de heurts sans transformation profonde. Encore faudrait-il, pour que le nouveau syndicat puisse jouer ce rôle de renouvellement, qu'il rejette, lui d'abord, les vieilles méthodes.

Pierre ANTONINI. — La fusion est chose accomplie mais sera totale en avril prochain. Incontestablement, le futur syndicat pèsera d'un poids plus lourd face au massif S.N.I. Il ne s'agit pas de dresser une machine de guerre, mais de rendre à la F.E.N. son rôle de coordination.

Jean PETITE. — L'approbation massive de la fusion marque un échec pour ceux qui avaient voulu en retarder l'échéance et montre la volonté de renouvellement du S.N.E.S. unifié et au-delà de la F.E.N. elle-même. De ce point de vue, le rejet du rapport d'activité au S.N.E.S. peut être considéré comme le refus de la politique du bureau fédéral autonome, tout particulièrement en ce qui concerne la lutte des enseignants, lutte trop souvent limitée dans un cadre catégoriel ou lutte diffuse dans le cadre des habituelles quinzaines du C.N.A.L.

Le nouveau syndicat devrait donc apparaître au sein de la F.E.N. comme bouleversant les vieilles habitudes et les routines, trouvant des appuis dans d'autres secteurs comme l'Enseignement supérieur, qui vient de montrer sa combativité.

3. — Comment le S.N.E.S. et le S.N.E.T. envisagent-ils les possibilités d'actions communes du mouvement ouvrier contre le régime gaulliste ? Quelle portée attribuent-ils à l'accord C.G.T.-C.F.D.T. ?

Huguette BOUCHARDEAU. — Cet accord est évidemment très important et il ruine toute la vieille tactique de la F.E.N. parmi les organisations de fonctionnaires et les différentes centrales ; jouer les « unitaires » avec C.G.T. et F.O., ne pas connaître la C.F.D.T. Le dernier congrès F.O. rend même le rôle de la F.E.N. (lien entre C.G.T. et F.O.) assez inutile. La F.E.N. a perdu bien des occasions de jouer le rôle de « charnière » qu'elle aurait pu avoir. Elle doit reconsidérer son attitude à l'égard de la C.F.D.T. :

de nombreux responsables F.E.N. des départements ont depuis longtemps fait ce pas.

Pierre ANTONINI. — C'est un point de désaccord entre majoritaires autonomes (dont pourtant des camarades P.S.U.) et minoritaires « B ». Les autonomes minimisent l'accord C.G.T.-C.F.D.T. dans la crainte de déplaire à F.O. Nous pensons, au contraire, que cet accord est positif et que la F.E.N. doit faire pression sur F.O. pour aboutir à la levée des exclusives et à un véritable front commun.

Jean PETITE. — Les débats sur les actions syndicales au niveau confédéral et de la fonction publique ont montré qu'il y avait un désir de voir la F.E.N. jouer un rôle plus positif encore dans les contacts intersyndicaux, appréciant comme favorable la condamnation des procédures de discussion de salaires, l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et les conclusions du Congrès des fonctionnaires F.O. quant à l'unité d'action.

Discutant des actions à mener, le Congrès a manifesté sa volonté de ne pas opposer les diverses formes de lutte (et tout particulièrement luttes de la fonction publique et celles des enseignants) mais aussi celle de voir se dégager un plan d'ensemble, condition de l'efficacité. Le refus des exclusives a été si net que sur proposition d'amendement présentée par un camarade de la minorité « Unité et Action », le Congrès, à la majorité absolue, a voté la participation de la F.E.N. à des accords ou mouvements sans poser comme préalable la participation de toutes les centrales, au cas où l'absence de l'une d'entre elles procéderait d'une volonté d'exclusive.

Du débat qui a suivi et où les représentants de la majorité fédérale, utilisant la procédure, ont cherché à faire revenir le Congrès sur cette appréciation, il n'a pu sortir que la confirmation de cette position, le Congrès demandant à la F.E.N. de ne subordonner son attitude à aucun préalable de principe ni à aucune décision prise en dehors d'elle. Il est temps, il est possible, désormais qu'un accord C.F.D.T., C.G.T., F.O., F.E.N. intervienne au moins au niveau des secteurs fonction publique et entreprises nationalisées. Le S.N.E.S. unifié doit agir en ce sens.

4. — Tous les syndicats universitaires (enseignants et étudiants) se sont prononcés contre les principaux aspects du « Plan Fouchet ». Sur quels points essentiels la lutte doit-elle porter à ce sujet, et quelles propositions les forces syndicales peuvent-elles avancer ?

Huguette BOUCHARDEAU. — Actuellement je crois le tonus syndical de nos organisations assez bas. Peut-être un mouvement est-il possible dans le supérieur pour éviter certains aspects malthusiens de la réforme. Pour le reste, je crois qu'aucune action importante ne sera engagée, et que nos organisations auraient davantage à porter les luttes :

1) sur le plan local (éviter les suppressions d'établissements, obtenir le maintien et l'augmentation des choses existantes) ; les parents d'élèves peuvent être mobilisés sur ce plan-là ;

2) mettre en œuvre, partout où c'est possible, des expériences pilotes de réforme telle que nous la voulons (ex. : 6 communes effectives en C.E.S.).

Pierre ANTONINI. — La lutte doit porter :

a) sur l'adaptation du Plan Fouchet au V^e Plan économique et ses perspectives malthusiennes ;

b) en corollaire sur la sélection impitoyable à tous les niveaux ;

c) et en particulier sur les projets de formation des maîtres qui tombent à une sous-qualification.

Le S.N.E.S. s'est attaché à promouvoir un contre-plan en particulier sur la formation des maîtres, inspiré du Plan Langevin-Wallon. Il sera mis au point pendant l'année à venir.

Jean PETITE. — Une évolution de la F.E.N. est possible. Cela devrait apparaître sur le plan de la coordination des luttes contre la mise en place du Plan Fouchet et ses conséquences. Les débats pédagogiques ont confirmé et précisé cette opposition du S.N.E.S. Mais elle tend aujourd'hui à dépasser les oppositions de principe pour prendre des formes concrètes. Les études à poursuivre sur la formation des maîtres en sont la preuve.

Dès maintenant une campagne pourrait être entreprise sur les points

suivants : abaissement des normes d'effectif ; mesures pour limiter les retards scolaires et rattraper les handicaps scolaires ; mise en place progressive de mesures pour réaliser une formation commune au niveau du premier cycle ; plan de formation de maîtres qualifiés à tous les niveaux ; extension de la capacité d'accueil des établissements par rapport à celle prévue par la carte scolaire. Mais le S.N.E.S. a eu conscience que c'est à la F.E.N. de prendre les décisions d'action qui s'imposent ici.

En effet la lutte pour un enseignement démocratique n'est pas une lutte catégorielle mais d'intérêt national et l'ensemble des forces démocratiques doit y participer. Mais d'autre part les enseignants doivent y apporter une contribution propre irremplaçable. Les décisions à prendre par la F.E.N. comme celles du C.N.A.L. pour la rentrée prochaine devront tenir compte désormais de cette volonté autour de laquelle le S.N.E.S. classique, moderne et technique s'est constitué.

VIENT DE PARAITRE

● « Les Torturés d'El Harrach », préface d'Henri Alleg, introduction de R. Merle, 115 pages, 4,95 F. — Editions de Minuit.

(Bref, la torture continue ! Les régimes passent mais la torture se survit à elle-même. L'évolution de l'Algérie est suffisamment complexe pour offrir matière à des analyses distinctes ; ce qui, par contre, ne saurait être toléré sous aucun prétexte c'est la pratique de la torture. Rien ne la justifie jamais ! Faut-il ajouter que l'Algérie se devait d'être la terre, l'unique et la première terre à ne plus connaître la torture !)

● Jacques CHARPENTREAU : « L'homme séparé - Justification de l'action culturelle », 160 pages, 8,40 F. — Les Editions Ouvrières.

(La « civilisation du loisir » comme la « civilisation du travail » sont-elles des réalités vivantes ou ne sont-elles encore que des projets ? Une réflexion sur la culture à partir de la vie quotidienne est nécessaire, car le « culturel » n'est plus seulement une dimension de l'homme en société sous ses multiples aspects, il est devenu par une prise de conscience de plus en plus vive des citoyens et de certains de leurs représentants, la matière même de, leur action, et l'occasion d'une synthèse.)

● Murray SCHISGAL : « Le théâtre : Love, les Dactylos, le Tigre », 302 pages, 18,55 F. — Robert Laffont.

(L'une des récentes découvertes du nouveau théâtre américain. Schisgal démontre le mode de vie américain à partir du rire et de l'humour. Laurent Terzieff nous a révélé Schisgal, mais il nous tardait de lire dans le texte ces pièces féroces et alertes. T.S. a rendu compte de la représentation parisienne de « Love » dans son numéro 261.)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :
HARRIS PUISAIS
Directeur adjoint :
GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER,
Maurice COMBES, Richard DARTI-
GUES, Christian GUERCHE, Pierre
MARCHE, Victor MASSON, Paul PARI-
SOT, Pierre STIBBE, Robert VER-
DIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Publicité :
Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

45 jours

1980 : LE GRAND RENDEZ-VOUS

« 1980 sera le grand rendez-vous des pays normalement équipés, avec le sous-développement économique et la faim dans le Tiers Monde révolutionnaire ». — (René Dumont : « Pourquoi la Chine fait-elle sa bombe ? »).

Faut-il aider l'Inde ?

Collectés dans différents pays occidentaux, plus de 50 millions de dollars ont été envoyés ces dernières semaines pour combattre la famine qui sévit dans de vastes régions de l'Inde.

Venant des Etats-Unis, des millions de tonnes de blé (1) seront encore déchargés, cette année comme les précédentes, dans les ports indiens.

Mais quel usage est-il donc fait de la charité des peuples nantis ?

Le tonneau des Danaïdes

Les livraisons américaines ne sont même pas ralenties les années de bonnes récoltes, car les stocks spéculatifs sont dévastés par les parasites, tandis que montent les prix dans les villes indiennes.

Alors, à quoi bon chacun sa goutte d'eau dans la mer, pour paraphraser un de nos lecteurs ?

En effet, les dons qui prolongent très provisoirement la durée de millions de cauchemars vivants contribuent indirectement à maintenir les structures socio-économiques qui font de l'Inde un pays en voie de sous-développement.

On a fait reproche à « T. S. » d'avoir parlé de la famine aux Indes sans poser le problème démographique. Mais la famine conjoncturelle que nous évoquons ne doit pas masquer, par son contenu émotif, le problème fondamental qui est avant tout politique : les Indiens ont faim, non seulement parce qu'ils font trop d'enfants — d'après un récent témoignage d'un médecin, c'est dans les familles les plus pauvres qu'il y a moins d'enfants... parce que les enfants meurent — mais surtout parce qu'ils sont maintenus dans des structures et des circuits socio-économiques qui rendent impossible le décollage économique de leur pays.

On décrit parfois abusivement le peuple indien comme tellement affaibli par la malnutrition que toute velléité de révolte est annihilée en lui. En réalité, l'armée indienne a eu l'occasion de réprimer des jacqueries collectivistes dans des régions où l'extrême misère et l'oppression féodale avaient provoqué un sursaut créateur de nouveaux rapports socio-économiques.

Il ne serait pourtant pas concevable de combattre ces élans de charité aux nobles motifs, quoique à courte vue. Mais au moins, exigeons que la solidarité humaine ait aussi un sens au sein de la société indienne, et imposons au gouvernement indien l'adoption de réformes de structures radicales et non plus seulement formelles, comme jusqu'à ce jour.

Mais ce qui est vrai des collectes contre la famine devrait l'être encore plus de l'aide des Etats-Unis au développement économique des pays défavorisés.

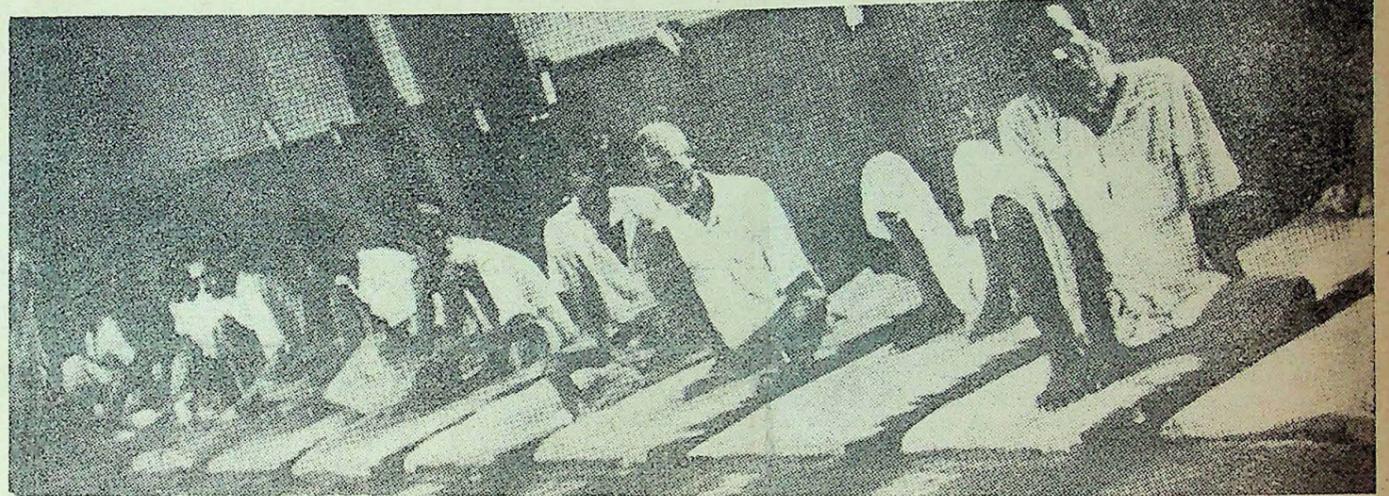
L'aide calomniée

Les contreparties habituelles demandées plus ou moins ouvertement par les pays industrialisés à ceux auxquels ils accordent prêts et dons comportent rarement l'exigence de réformes adaptées aux besoins des pays assistés. On peut également déplorer que les impératifs politiques et stratégiques, voire ceux de prestige culturel, jouent un rôle trop grand dans le choix des bénéficiaires, encore que la plupart des pays qui pratiquent l'aide financière au développement du Tiers Monde aient dépassé rapidement le stade des remords post-colonialistes qui camouflaient imparfaitement des intérêts commerciaux.

Pourtant, une « Réévaluation des politiques d'aide à l'étranger » (1) s'esquisse depuis deux ou trois ans aux échelons des gouvernements et des directions de ministères dans la

plupart des pays industrialisés, et si la part de l'aide bilatérale liée à des avantages consentis par le bénéficiaire au pays donateur ou prêteur reste prédominante, elle n'est pas nécessairement moins efficace, dans tous les cas, que l'aide multilatérale.

En effet, ni l'intention, ni le caractère bilatéral ou multilatéral ne conditionnent directement l'efficacité de l'aide. C'est ainsi que la Suède, quoique favorable à l'aide multilatérale, peut estimer pouvoir apporter une contribution plus utile dans certains domaines, tel que le planning familial, en le faisant d'une façon bilatérale. D'autre part, si toute aide ne permettant pas au pays bénéficiaire de s'acheminer vers son seuil de décollage, devrait être sinon refusée, du moins soumise à réexamen, une aide disproportionnée eu égard



A Calcutta, une œuvre charitable s'est donnée pour mission de recueillir dans une salle, dite « mouiroir », les malheureux sous-alimentés qui s'écroulent dans les rues, et parvient souvent à leur sauver la vie

à la capacité d'absorption du bénéficiaire serait également condamnable : il suffit de songer au gaspillage fait par Cuba de crédits et de dons des pays communistes, notamment en investissements agricoles.

On peut certes se réjouir de ce que l'aide apportée au Tiers Monde en prêts et en dons par les pays non communistes, qui a atteint 6 milliards de dollars en 1965, permette de constituer entre le quart et le tiers de la formation du capital des pays destinataires, il n'en est pas moins vrai que cette efficacité a des limites, car l'aide au développement ne pourra jamais être qu'un complément de l'auto-assistance (2).

Pour une charte de solidarité socialiste

Alors que l'on constate le poids inexorablement grandissant du service de la dette dans la fragile économie des jeunes Etats, on souhaiterait voir les formations de gauche des différents pays se concerter afin d'élaborer une charte de l'aide au développement que l'opinion, dont l'élan de solidarité serait ainsi utilisé à meilleur escient, imposerait aux gouvernements. Ce serait, de surcroît, l'occasion de dépasser les simples liens de circonstances tissés entre partis socialistes de certains pays d'Europe occidentale et du Moyen-Orient, par exemple, et de ne pas laisser les Tricontinentaux entre eux, en sachant leur prouver que les mouvements socialistes occidentaux sont capables de se dépolariser de leur horizon de société de consommation.

Jean Helms.

(1) La France, gros producteur de céréales, a pour unité de compte, rappelez-le, le million de quintaux.

(2) Goran Ohlin, édité par l'OCDE, février 1966, 2, rue André-Pascal, Paris-16^e.

Le Pérou menacé

Une des sécheresses les plus graves que le Pérou ait jamais connues menace de famine plus d'un million de paysans. Selon des informations parvenues des régions touchées, des paysans affamés se dirigent en grand nombre vers les villes de la côte, à la recherche de nourriture et de travail.

Les autorités du département de Puno, dans le Sud-Est, une des régions les plus éprouvées, ont fait savoir que la famine risquait de prendre des proportions de catastrophe. C'est la principale région productrice de bétail du Pérou.

Josué de Castro veut réformer la F.A.O.

En dépit de tous les efforts déployés par la F.A.O., le problème de la faim dans le monde est encore plus grave à l'heure actuelle qu'il ne l'était avant la création de cette organisation, a déclaré lundi, lors d'une conférence de presse tenue à Genève, le professeur brésilien Josué de Castro, ancien président du conseil de la F.A.O., et actuel président de l'Ascofam (Association mondiale de lutte contre la faim).

Alors que le fait de fournir des produits alimentaires aux pays en voie de développement est nécessaire, en tant que mesure d'urgence, il ne peut cependant être considéré que comme une réponse très provisoire donnée au problème de la faim. En dépit de la bonne volonté de certains pays donateurs, a poursuivi le professeur de Castro, plusieurs pays en voie de développement ont fait un mauvais usage de l'aide qui leur a été accordée.

En tant qu'organisation des Nations unies, a affirmé le professeur de Castro, la F.A.O. a été conçue conformément à une image du monde datant d'avant la deuxième guerre mondiale. Elle n'est pas suffisamment forte pour s'attaquer à certaines des causes fondamentales de la faim qui relèvent, non pas de la science, mais de la politique.

Ce qu'il faut, a-t-il ajouté, c'est promouvoir un développement équilibré à l'intérieur d'un pays en s'inspirant d'une conception mondiale. Il a cité l'exemple de son pays, le Brésil, qui, tout en ayant certaines des villes les plus modernes du monde, laisse subsister à côté d'elles des régions en proie au sous-emploi et au sous-développement.

Les plantes de l'UNESCO

Sous le titre « L'amélioration des plantes contre la faim dans le monde », l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Céréales (29, avenue Mac-Mahon, Paris-17^e) organise les 17 et 18 mai, au Palais de l'UNESCO, deux Journées internationales sur ce problème.

Au cours de ces Journées, présidées par Josué de Castro, d'éminents spécialistes de pays à culture caractérisée (Amérique, Asie, Europe) présenteront, pour chaque espèce de céréales, le bilan des travaux effectués jusqu'à ce jour et les perspectives offertes dans les prochaines années.

Ce colloque permettra de définir le rôle fondamental que les recherches relatives à l'amélioration des plantes peuvent et doivent jouer dans la lutte contre la faim dans le monde, par :

— un accroissement de la productivité, particulièrement dans les pays traditionnels qui peuvent ainsi mettre des quantités sans cesse croissantes à la disposition des pays défavorisés ;

— une extension des zones de culture dans les pays en voie de développement, qui voient ainsi s'accroître leurs ressources propres.

★

Dans le rapport final, M. Lequertier, directeur général de l'U.N.C.A.C., abordera le problème des céréales et de la faim dans le monde sous l'angle de l'organisation des marchés mondiaux, de l'aide alimentaire et des devoirs des pays développés.

Chaque exposé sera suivi d'un large débat auquel pourront participer tous les auditeurs, et qui permettra aux nombreux pays représentés de faire part de leurs expériences et de leurs espoirs en la matière.

45 jours

TIERS MONDE

Un débat
à ouvrir

Le coup d'Etat du 19 juin 1965 a ouvert en Afrique, et peut-être même au-delà, une période que G. Balandier appelle l'« ère du néo-colonialisme ». Que signifie l'accession des officiers au pouvoir ? Il est évident que le sens en est à la fois ambigu et spécifique à chacun des pays visés : entre la conjoncture centrafricaine et la conjoncture indonésienne, par exemple, que de points dissimulables pour quelques données de base identiques. Y a-t-il reflux du Tiers Monde ou simplement stabilisation, arrêt provisoire d'une évolution dont les contradictions dissimulées hier ou volontairement voilées occupent désormais le devant de la scène ? Une attitude pessimiste ou nostalgique serait contraire à une approche scientifique ; aussi, sans sombrer, d'autre part, dans un optimisme mécaniste qui dessert trop les bonnes causes, il nous semble qu'un débat large et contradictoire doit être mené. Nous ne croyons pas que l'on puisse aujourd'hui trancher sur l'évolution d'une histoire complexe qui se fabrique sous nos yeux et qui, au surplus, est mal connue ; c'est pourquoi nous souhaiterions ouvrir ces colonnes à la recherche, c'est-à-dire aux analyses complémentaires, éventuellement antagonistes.

T. S. a publié de nombreux articles portant sur les coups d'Etat en Afrique noire, sur la situation en Rhodésie et en Afrique du Sud, sur l'Indonésie, sur la guerre du Vietnam. La récente actualité nous rappelle l'existence de plusieurs autres fronts, l'Afrique Orientale, le Moyen-Orient, le Maghreb et singulièrement l'Algérie.

● *En Afrique Orientale*, il convient de relever deux évolutions significatives. Au Kenya, la démission de Odinga de plusieurs postes qu'il occupait dans l'appareil d'Etat et dans le parti de Kenyatta ; démission qui illustre le glissement à droite de ce dernier et le regroupement des forces de gauche autour de Odinga.

En Ouganda, Milton Obote effectue à lui tout seul un véritable coup d'Etat en se faisant élire président de la République à partir d'une Constitution qu'il a élaborée de toutes pièces, mais qui accentue, il faut le noter, le caractère unitaire du pays. A vrai dire, ces deux derniers événements prouvent qu'aucun secteur de l'Afrique ne saurait être à l'abri des difficultés et de l'offensive néo-colonialiste.

● *Au Moyen-Orient*, on ne manquera pas d'être attentif à ce qui s'y déroule. Au centre, l'Egypte, à la fois bastion d'un certain anti-impérialisme, d'un certain statu quo révolutionnaire qui démontre qu'à chaque tournant le régime de Nasser sait se mettre au diapason du rapport de forces internationales, terrain privilégié de l'entente tacite russo-américaine, entente renforcée par une crainte unanime de la présence chinoise qui a choisi, pour mieux s'implanter, de soutenir à fond les conceptions les plus extrémistes des nationalistes palestiniens. En outre, dans la mesure où la Grande-Bretagne tend progressivement à s'éclipser du golfe Arabique, les U.S.A. s'efforcent tout naturellement de prendre la place, en particulier par l'intermédiaire des forces réactionnaires arabes que le roi d'Arabie séoudite aimerait regrouper sous sa houlette. A ce compte, l'U.R.S.S. souhaite que l'Egypte maintienne sa frontière dans cette région, d'où la complication croissante de l'affaire du Yémen où l'on s'éloigne de plus en plus de tout règlement, auquel on pouvait pourtant croire l'été dernier, après l'accord de Djeddah (l'impasse du Yémen retentit, à n'en pas douter, sur la situation intérieure égyptienne). D'où également l'importance des hasards (?) de l'histoire, telle la mort accidentelle (?) du maréchal Aref. De quel côté va s'orienter l'Irak, terre des contradictions et des convulsions ? Le récent changement de gouvernement au Liban demeure, semblerait-il, plus axé sur des problèmes internes et n'aura qu'un retentissement limité sur le plan extérieur. Enfin, il faut noter la Syrie où les communistes font une rentrée remarquable et publique derrière les nouveaux dirigeants baasistes, ce qui

n'est pas sans démarquer ce qui se produit un peu partout ailleurs.

● *L'Algérie* : il y aura bientôt un an qu'un coup d'Etat militaire a remplacé le régime ben belliste et pourtant il est bien malaisé de cerner l'orientation du pays et d'estimer les différentes forces qui continuent à s'affronter. De nombreuses grèves ont prouvé à la fois le malaise économique, ce qui n'a rien d'étonnant, et l'action d'un syndicalisme relativement puissant, bien que divisé, et qui n'a pas opté d'une manière nette à l'égard du nouveau régime. Les étudiants, également, ont réussi plusieurs mouvements, témoignant par là d'une hostilité qui ne se relie guère à d'autres secteurs. On a également évoqué à maintes reprises les dissensions au sein de l'équipe des putschistes, et certains n'hésitent déjà pas à établir des similitudes entre la position ambivalente de Boumediène et celle, hier, de Ben Bella : mêmes promesses d'élections communales, mêmes annonces d'une structuration en aval et en amont de l'autogestion, mêmes déclarations sur une réforme agraire prochaine. Pour d'autres, à l'inverse, la situation se serait légèrement décaisée, en ce sens que les forces réactionnaires apparaîtraient maintenant avec beaucoup plus de netteté, ce qui ne manquerait pas de faciliter les futurs regroupements.

Du côté de l'opposition, après l'échec apparent de l'O.R.P., aucun groupe n'avait pris la relève jusqu'à

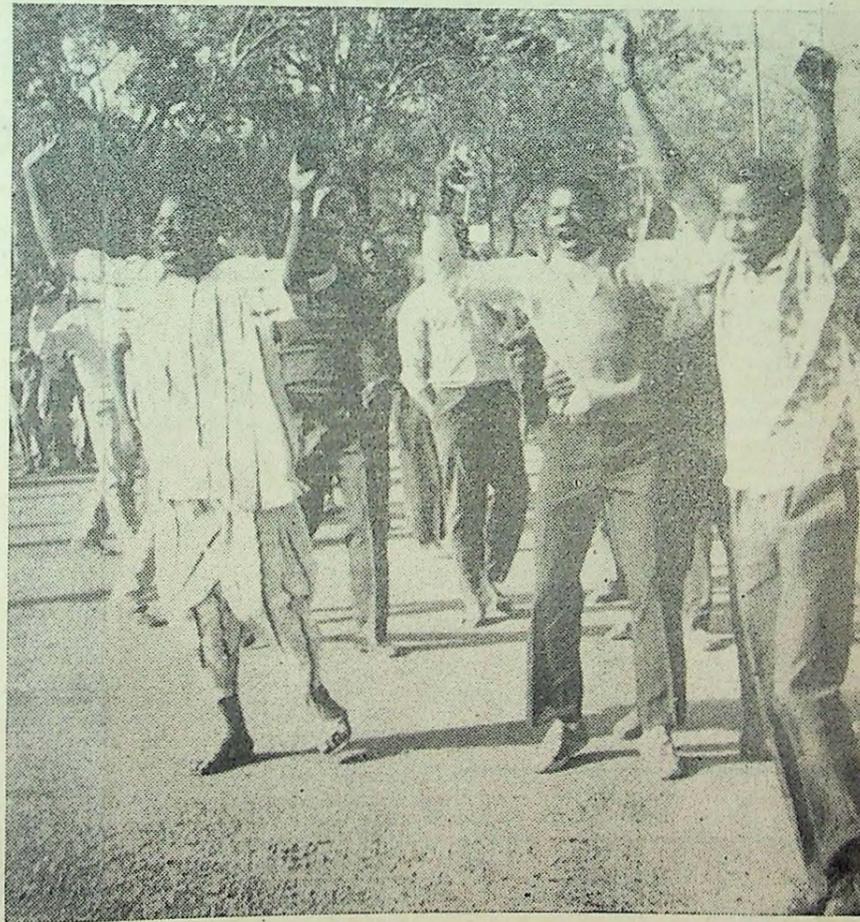
la création récente d'un nouveau mouvement dont le trait fondamental consiste à se vouloir d'emblée plus large et à élaborer un plan de recherche plus précis et, semble-t-il, plus axé sur les modifications démocratiques.

Qu'il nous soit permis, ici, quelle que soit l'analyse que l'on propose de la conjoncture algérienne, de protester contre la répression qui s'est abattue contre les militants de l'O.R.P. Il est inconcevable que le gouvernement algérien puisse se taire sur la grève de la faim poursuivie par les emprisonnés algériens. S'il est vrai que rien n'est simple, en Algérie, et qu'il est difficile de se prononcer sur l'avenir d'un pays qui nous est cher, nous ne saurions, en tout cas, admettre, sous aucun prétexte, la pratique de sévices et le mépris des droits de l'homme. L'hypocrisie de certaines réponses officielles ne saurait favoriser un dialogue que nous croyons pourtant nécessaire.

C'est dans la perspective de ce dialogue général que nous reproduisons, à titre d'information, les extraits les plus significatifs d'une déclaration de l'O.C.R.A., « Organisation Clandestine de la Révolution Algérienne », qui vient de se fonder. Nous pensons que nos lecteurs seront intéressés par l'effort d'analyse de ce texte et par les précisions qu'il fournit sur ses objectifs. Cette publication devrait ouvrir un débat et nous offrons nos colonnes à d'autres points de vue, qu'ils émanent d'horizons du Tiers Monde ou de militants français.

A l'heure du Vietnam, alors que le Vietcong constitue le seul point d'engagement de l'offensive américaine contre les conquêtes du Tiers Monde, il nous paraît nécessaire que les forces de gauche, tant dans les pays du Tiers Monde qu'en Europe, repensent les problèmes posés par une situation dont on a quelque raison de s'alarmer. Il reste que ce débat doit être conduit sans exclusive d'aucune sorte et avec tout le sérieux possible.

Claude Glayman.



(Photo A.F.P.)

Un débat nécessaire au second souffle.

DOCUMENT

Algérie : la nouvelle
opposition s'explique

L'offensive néo-colonialiste

Les impérialistes et les néo-colonialistes viennent d'inaugurer une méthode nouvelle pour maintenir une présence camouflée et sauvegarder ainsi de larges possibilités d'exploitation indirecte et continue des richesses et du labour écrasant des

peuples africains avec l'espoir de transformer plus tard tous ces pays en autant de bases militaires d'agression contre des nations dont le seul crime est d'avoir choisi librement des régimes sociaux différents de leur.

Abandonnant la politique qui les conduisait à s'appuyer principalement sur quelques groupes épars de la bourgeoisie autochtone et, après

les nombreux échecs de leurs tentatives de corruption de certains mouvements syndicaux ouvriers, les ennemis irréductibles de l'Afrique ont finalement constaté que les armées locales étalent les seules forces organisées dont les dirigeants étaient les plus perméables à leur idéologie et les seuls aptes à une utilisation efficace immédiate en vue du renversement, par la force, des pouvoirs authentiquement populaires.

La conjonction de ces forces a été rendue possible essentiellement par la composition des cercles dirigeants de l'armée, par l'isolement de ces derniers d'avec les masses et leur crainte maladroite de toute vie démocratique réelle dans le pays, leur hostilité à toute orientation progressiste de la politique intérieure ou extérieure, par la soif du pouvoir et le soulci de satisfaire, coûte que coûte, de malsaines ambitions personnelles.

Et l'esprit de caste, se renforçant chaque jour davantage, venait contribuer à étouffer petit à petit toute autre considération particulièrement chez ceux d'entre eux qui, au moment de la lutte, servaient dans les armées colonialistes, loin de toute activité militante, loin du combat et des souffrances de leurs peuples respectifs.

La conjonction de ces forces a également été rendue possible par les fautes commises par les pouvoirs populaires eux-mêmes, fautes qui se caractérisent principalement par un manque de vigilance incroyable, l'absence totale de toute activité politique du Parti au sein de l'armée, le non-respect de certaines règles démocratiques vitales, un autoritarisme outrancier, un intérêt insuffisant ou incohérent accordé à de graves problèmes économiques ou sociaux, la carence et l'incompétence de certains cadres du Parti et de l'Etat, la corruption d'un petit nombre de fonctionnaires dont le comportement finissait par jeter le discrédit sur l'ensemble du régime, la mise à l'écart injuste — en grande partie à cause de leur courage politique et de leur sens des responsabilités — d'un assez grand nombre de militants révolutionnaires authentiques et aussi, dans certains cas, par le désir irraisonné de brûler les étapes pour l'édification du socialisme, sans tenir compte de toutes les réalités du moment et sans préserver suffisamment l'indispensable Unité nationale.

Ces pouvoirs populaires étaient et demeurent la seule chance de l'Afrique pour une indépendance nationale authentique, une émancipation véritable, une vraie justice sociale et pour cette indispensable liberté qui nous permettra de vaincre ensemble, en militants majeurs, les obstacles semés par nos ennemis sur la longue route de l'unité africaine.

A l'échelle du continent

Les officiers putschistes, une fois installés au pouvoir, s'empressent soit de remettre ouvertement en cause toutes les initiatives progressistes de l'autorité constitutionnelle renversée, comme au Ghana, où le secrétaire général des syndicats ouvriers vient d'être nommé par décret, soit, comme en Algérie, de recourir à l'emploi public d'une pompeuse phraséologie révolutionnaire destinée à duper et surtout à contenir des masses apparemment inorganisées, mais déjà totalement hostiles et attentives. Les contradictions aidant, ces militaires sont parfois mis dans l'obligation d'utiliser, avec alternance, l'une et l'autre de ces méthodes selon le caractère contraignant de la conjoncture du moment.

Mais, quels que soient les masques divers dont s'affublent l'impérialisme, le néo-colonialisme et leurs soutiens conscients ou inconscients, les peuples africains ne seront pas dupes. Ils relèvent le défi, et le complot contre l'Afrique sera finalement écrasé ! Les plans impérialistes déjà mis en œuvre contre la Guinée, le Mali, la Tanzanie et la République arabe unie n'aboutiront jamais !

Tous les patriotes africains, sans distinction, sauront s'unir, où qu'ils se trouvent, y compris ceux appartenant à cette fraction de la bourgeoisie nationale qui accepte de considérer que ce sont les intérêts des masses déshéritées qui se confondent le plus intimement avec ceux de la nation et qui, pour la défense de la patrie menacée par l'agression impérialiste, sont capables des mêmes sacrifices que leurs frères ouvriers, paysans et intellectuels.

Les patriotes africains sont convaincus que seules la vigilance, la solidarité et l'action multiforme adaptée aux conditions particulières de chaque région africaine peuvent d'abord chasser les cliques militaires déjà établies et empêcher ensuite

L'installation de régimes à la Batista ou à la Trujillo de sinistre mémoire, Sans l'action unie de tous les patriotes africains, c'est là un danger qui menacerait sûrement toute l'Afrique y compris l'Afrique dite modérée dont l'impérialisme — en cas d'impunité et dans une perspective plus lointaine — finira par vouloir remplacer les dirigeants actuels élus par une autre série de cliques militaires dociles, à sa complète dévotion.

Le cas algérien

Il est, toutefois, évident que le rétablissement de la légalité constitutionnelle en Algérie ne se traduira, en aucun cas, par le retour à ce qu'il y avait de négatif dans la situation antérieure au coup d'Etat du 19 juin et dont la responsabilité incombe d'ailleurs, pour une très large part, au clan Boumediene lui-même.

Et si notre respect de la légalité nous fait toujours obligation de considérer Ahmed Ben Bella comme le président de la République algérienne démocratique et populaire, cela ne veut nullement dire que la raison de notre combat est de ramener un homme au pouvoir. Ben Bella, une fois la situation assainie, se verra d'aider lui-même au renforcement et à l'adaptation indispensables de toutes nos institutions en contribuant à donner immédiatement la parole au peuple pour un choix souverain et sans appel dans tous les domaines importants de la vie nationale.

Les militants du F.L.N. auront eux aussi à s'exprimer immédiatement dans un véritable congrès du Parti qui rassemblera tous les militants de la Révolution, sans exclusive aucune, pour débattre ensemble et librement tous les problèmes se rapportant à la vie de la nation.

Il appartiendra aussi à ces militants d'élire démocratiquement, au scrutin secret, et en ayant toujours le choix entre plusieurs candidats pour chaque poste à pourvoir une direction nationale incontestable sur la base des critères les plus rigoureux. Et à chaque congrès, les deux tiers des membres du Comité central et du Bureau politique seront obligatoirement renouvelés.

La liberté du choix entre plusieurs candidats sera garantie par le F.L.N. à chaque citoyen algérien lors de toutes les consultations électorales. La nouvelle représentation nationale qui sera ainsi dégagée permettra à l'Assemblée législative de proposer aussitôt au pays l'indispensable révision de notre Constitution.

Le parti du F.L.N. et l'Etat pourront alors également promouvoir et appliquer une véritable réforme agraire, veiller au respect de la propriété privée non exploiteuse, faire appel à l'épargne nationale pour des investissements productifs, profitables à l'économie du pays, sans risque aucun de spoliation ou de confiscation arbitraires, assurer la liberté de la presse, procéder à l'essor de l'enseignement et à l'industrialisation judicieuse et progressive du pays, réduire au strict minimum toutes les dépenses improductives, éliminer tous les genres d'antagonismes entre Algériens, les unir toujours plus et non les diviser, bannir à jamais le culte d'un homme ou du clan et, à l'extérieur, se montrer dignes, par des actes, de toutes les responsabilités qui demeurent celles de la Révolution

algérienne, surtout par rapport à la lutte des peuples encore dépendants et pour l'instauration de la paix dans le monde.

C'est l'équipe usurpatrice du clan Boumediene — dont les membres détiennent à eux seuls la totalité du pouvoir réel en Algérie — qui constitue aujourd'hui l'obstacle principal à la réalisation de ces objectifs.

Notre but est fixé, nos options sont claires et sans équivoque. Nos méthodes sont multiformes et révolutionnaires, mais nous ne sommes pas et nous ne serons jamais les partisans de la guerre civile car nous songeons à préserver, avant tout, la santé physique et l'intégrité de notre peuple.

Notre action se situe principalement dans toute l'Algérie au milieu de nos masses et, à l'étranger, auprès de l'émigration algérienne et de l'opinion internationale.

Nous ne sommes pas des communistes, mais l'anticommunisme n'aura jamais droit de cité dans notre mouvement car, n'étant pas des ingrats, nous n'oublions pas le soutien apporté par l'ensemble des pays du camp communiste à notre lutte de libération nationale. L'anticommunisme n'aura jamais droit de cité dans notre mouvement parce que nous savons qu'il constitue l'arme favorite de l'impérialisme mondial contre la liberté et l'indépendance des peuples. Notre mouvement tient à se situer clairement dans ce domaine en dépit du fait, très regrettable, que certains pays socialistes donnent actuellement l'impression de n'avoir pas encore évalué correctement la nature antipopulaire et antidémocratique du clan des officiers putschistes de Boumediene, fossoyeur de la solidarité afro-asiatique.

Des objectifs

C'est sur la base de ces options et de ces principes, aujourd'hui prioritaires, que les patriotes algériens — après avoir réalisé patiemment l'indispensable jonction de forces démocratiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays — ont procédé à la constitution de « l'Organisation clandestine de la Révolution algérienne » (O.C.R.A.).

Ils ont ensuite élu démocratiquement le « Conseil national provisoire du F.L.N. » (C.N.P.-F.L.N.), lequel sera élargi dans un très proche avenir.

Le Conseil national provisoire du F.L.N. problématiquement l'Organisation clandestine de la Révolution algérienne se situe essentiellement comme un « Front algérien contre la dictature militaire pour le rétablissement de la légalité constitutionnelle et la défense de la Révolution ».

Le Conseil national provisoire du F.L.N., soucieux de la coordination des efforts de tous les Africains dans le cadre des exigences de la conjoncture actuelle, a également décidé de proposer aux patriotes de notre continent la constitution immédiate d'un « Front africain contre les dictatures militaires ».

Pour le Conseil national provisoire du F.L.N. : Mohamed Lejaoui, militant de la Révolution algérienne ; Ait El Hocine, membre du Bureau politique du F.L.N., vice-président de l'Assemblée nationale.

Alger, avril 1966.

Les intertitres sont de la rédaction de « T. S. ».

« jeunes exerçant une profession essentielle pour la collectivité et dont la situation est considérée comme critique sur le plan de la main-d'œuvre ». Moins justifiable encore est la première catégorie d'exemption prévue par la loi ; il s'agit des jeunes qui ont un parent « mort pour la France ». Enfin, des directes sont données (selon les besoins) pour que la réforme puisse être accordée plus facilement sur le plan médical.

Actuellement, donc, de nombreux exemptés jouissent d'une pleine liberté, pendant que leurs camarades du même âge supportent dix-huit mois d'une activité stérile pour leur avenir. Ce compromis bancal a pour origine le raisonnement des conseillers militaires du gouvernement selon lequel la période de dix-huit mois est un minimum en dessous duquel il est impossible de descendre sans nuire à la bonne formation d'un soldat moderne.

Mais encore faut-il aller jusqu'au bout du raisonnement : un soldat moderne doit agir dans une armée moderne. Or il ne suffit pas d'améliorer l'équipement et d'ajouter quelques fusées à l'armement pour s'estimer à jour ; on a reculé devant la réforme complémentaire indispensable : celle du règlement.

Le résultat : la situation morale de l'appelé devient difficilement soutenable. Car, à l'armée, il se sent de plus en plus inutile ; nous sommes en temps de paix et, surtout, la perspective d'une guerre nucléaire donne aux militaires un curieux sentiment d'être devenus des marginaux. Chez les gradés, assez déprimés, outre l'envie croissante de prendre leur retraite, on trouve en général deux attitudes :

— ou bien le refus de toute responsabilité,

— ou bien, par réaction sans doute à l'attitude précédente, l'application intransigeante d'un règlement périmé qui transforme tous ces cadres en « adjudants Flick » qui — comme dans Courteline — empoisonnent inutilement la vie des jeunes du contingent qu'il s'agit de « mater », puisque c'est la seule occupation que l'on puisse trouver désormais.

Dans une telle ambiance, alors que la réduction des effectifs entre déjà en vigueur, le jeune appelé, au lieu d'être promu technicien, comme le voudrait la théorie, continue à apprendre à saluer, balayer, garder des parcs à voitures... Mieux, non seulement l'armée continue à apporter cette « expérience de la vie » dont on parle tant, mais qu'il faut entendre en ce sens précis que c'est là que de nombreux jeunes apprennent le vol, le mensonge, la plus servile des soumissions, etc. ; mais, encore, ils passent souvent leur temps à travailler pour des supérieurs, c'est-à-dire que le menuisier ira réparer des meubles, tandis que le licencié ira donner des cours de maths chez le « colon ».

Comment ne pas qualifier d'arbitraire ce choix qui, chaque année, délimite le chiffre du contingent, tandis que les exemptés profitent de dix-huit mois d'avance sur un marché du travail de plus en plus encombré ?

Les solutions possibles : alors l'armée de métier...

On a dit que le système actuel n'était qu'une étape vers l'armée de métier. Il faut remarquer que, si les auteurs de la loi sur le service national n'ont pas osé aller jusque-là, cette évolution est parfaitement réalisable dans un court délai.

En effet, l'exemple de l'Angleterre montre que cette solution est viable, dans un pays de même niveau économique et social que celui de la France. Après la déconvenue de Suez (qui fut pour les Anglais une expérience décevante sur le plan militaire, tant ils constatèrent la difficulté de mettre en place un corps d'intervention rapide à Chypre) et après avoir décidé de doter leur armée d'une force nucléaire autonome, les conservateurs, sous l'impulsion du ministre de la Défense, sir Duncan Sandys, s'engagèrent dans une politique de réduction des effectifs, et la conscription obligatoire fut abandonnée.

Le volontariat est facilité par l'assurance d'une rémunération acceptable : le simple soldat touche un minimum de 5,5 livres par semaine (soit 75,9 F, contre 3,5 pour l'appelé du contingent français dont la solde vient d'être augmentée...) Cette rémunération du soldat britannique est d'ailleurs sujette à augmentation, en fonction du temps de service ou, bien sûr, en cas d'avancement, mais, de plus, elle est soumise à de véritables révisions en fonction du coût de la vie ; et ainsi, une augmentation de 12 à 15 p. cent doit être accordée en

ces premiers jours du mois d'avril 1966.

Certes, cet effort se traduit par un important budget militaire (de 1.998,5 milliards de livres pour 1964-1965, soit approximativement 27,5 milliards de francs, alors que le budget militaire français a absorbé en 1965 20,8 milliards de francs), mais il permet d'entretenir une force de 400.000 hommes et d'assumer les obligations imposées à la Grande-Bretagne par le Pacte atlantique avec un armement très moderne.

L'armée de métier est donc une possibilité très réelle. La différence entre les deux budgets montre que le fardeau supplémentaire qu'elle impliquerait est loin d'être écrasant. Sans entrer dans le détail, il faut admettre que les Britanniques ont, depuis, renoncé à mettre sur pied leur propre force nucléaire, alors que le budget militaire français est en augmentation du fait de la « force de frappe ». (Budget militaire pour 1966: 22,015 milliards.)

... ou la réduction du service militaire

Mais, bien que l'armée de métier soit une solution « techniquement » possible, il ne faut pas s'en cacher les dangers. Le putsch d'avril 1962 n'est pas encore tellement éloigné dans le temps pour qu'on oublie le rôle déterminant et salutaire que joua le contingent pour détruire les espoirs des colonels factieux. Aussi, est-il nécessaire de différencier, sur ce plan, la situation de l'Angleterre et celle de la France, où le loyalisme de l'armée est plus ou moins fonction de l'orientation du régime.

Ainsi, la véritable solution est finalement la réduction de la durée du service militaire, solution à la fois la plus juste pour les appelés, la moins hasardeuse pour l'avenir politique et la moins coûteuse pour la nation. Seul argument contre : la prétendue impossibilité de former de bons soldats modernes en un court laps de temps ; mais on a vu plus haut ce qu'il en est actuellement de la formation moderne donnée dans les casernes ! C'est la solution que les jeunes du contingent auraient accueillie avec enthousiasme.

Il est regrettable, d'ailleurs, que les protestations légitimes de ces jeunes aient trouvé si peu d'écho. Certes, des critiques à l'encontre de la loi sur le service national sont apparues çà et là, mais on n'a pas assisté à une véritable réaction des milieux politiques ou même de la « grande presse ». La loi votée, toutes les voix se sont tues. A une époque où l'on parle tant de « dépolitisation », on est en droit de se demander si celle-ci ne réside pas plutôt dans les véhicules de l'information.

Simon PESSET.

● Solidarité avec les grévistes liégeois

3.000 ouvrières de la Fabrique nationale d'Armes de Liège sont en grève depuis neuf semaines pour l'application du principe : « A travail égal, salaire égal. »

Une souscription est ouverte pour leur venir en aide. Envoyer les fonds à Mme Claudine Muller, C.C.P. Paris 69-10-58 avec la mention « pour les grévistes belges ».

● Journée nationale contre le racisme

La 17^e Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, organisée sur l'initiative du M.R.A.P., se déroulera, cette année, le dimanche 8 mai, au Palais de l'Unesco.

Renseignements et invitations au Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.), 30, rue des Jeuneurs, Paris (2^e).

ARMÉE

L'amertume du contingent

La température n'est pas bonne à prendre dans les casernes : le contingent estime qu'il faut supprimer la scandaleuse loi sur le « service national ». Après les espoirs suscités lors de son élaboration, ce fut une déception quasi générale. On espérait une réduction du temps passé sous les drapeaux, mais la loi « ménage la réduction des effectifs sans restreindre la durée du service.

Le « service national » : un compromis bancal...

Certes, la loi du 9 juillet 1965 ne prévoit qu'un petit nombre d'exceptions, le gouvernement ayant accepté (devant les protestations des parlementaires, jusque dans les rangs gaullistes) d'atténuer son projet ini-

tial, mais cette loi n'en demeure pas moins le type même de la loi technocratique balayant des principes de pure tradition républicaine.

Ainsi sont exemptés les jeunes « soutiens de famille ». Mais chaque année un décret doit fixer, « en fonction des nécessités du service, les conditions d'application de ces dispenses ». Autrement dit, suivant les besoins de l'armée, la catégorie sera étendue ou restreinte chaque année. Et, comme pour les vins, nous aurons des bonnes et des mauvaises années. Il en va de même pour les

45 jours

SAINT-NAZAIRE

Travail féminin et femmes au foyer

Le Mouvement démocratique féminin, qui groupe des femmes appartenant à des partis de gauche et des femmes non organisées mais orientées à gauche, a tenu à Saint-Nazaire une réunion publique, afin d'exposer ses buts et de développer certaines questions qui intéressent les femmes.

L'assistance était nombreuse et les interventions des quatre oratrices ont été suivies d'un débat très intéressant qui s'est concentré sur le problème du travail de la femme (travail professionnel et travail au foyer).

Notre camarade Denyse Franck y assistait et nous a envoyé un long compte rendu, accompagné d'un certain nombre d'informations et de réflexions, dont l'étendue dépasse le cadre de ces colonnes.

Colette, une des oratrices, qui a pris contact après la réunion avec les camarades du P.S.U. et à qui Denyse Franck a également envoyé son article, nous a proposé d'en présenter les passages essentiels et d'exprimer les réflexions qu'ils lui suggèrent.

Saint-Nazaire :
près de 60.000 habitants
et 15.000 ouvriers

ON Y TROUVE :

- Une seule garderie d'enfants, à l'hôpital, pour les employées et les jeunes mères de la maternité ;
- Deux jardins avec jeux d'enfants, mais proches l'un de l'autre et proches de la plage ;
- Une bibliothèque municipale pour adultes avec salon de lecture pour enfants ;
- Une université populaire et des cours municipaux (musique, peinture, langues...), mais leurs tarifs sont malgré tout trop coûteux pour les milieux populaires ;
- Des terrains de sports.

Manquent :

- Un centre de formation professionnelle pour adultes femmes ;
- Dans les quartiers excentriques où se construisent les H.L.M. : une annexe de la Poste, un centre médico-social, une garderie pour enfants, des salles de réunion pour les jeunes et pour les adultes ;
- Une maison de la culture.

Par ailleurs :

- Un collège technique féminin, une piscine olympique et une salle de gymnastique pour les scolaires vont enfin être construits.

Situation de l'emploi féminin

En dehors des administrations, des bureaux et des commerces, il n'existe à Saint-Nazaire qu'une seule entreprise : B.J., fabrique de bas et une conserverie qui travaille d'une façon intermittente.

Les femmes d'ouvriers, n'ayant pour seule ressource que le salaire du mari (en moyenne 600 F par mois et rarement plus de 800), cousent tous leurs vêtements et ceux de leurs enfants, bien souvent pendant que leur mari jardine. Elles ont certainement moins de confort que dans les ménages où entrent deux salaires.

« Mais, se demande Denyse Franck, faut-il souhaiter qu'il vienne à Saint-Nazaire certaines entreprises de confection où les femmes subissent des cadences infernales pour un salaire de 360 F par mois ? »

C'est dans ce contexte ; pas de formation professionnelle féminine, très peu d'emplois pour les femmes, région de bas salaires, à quoi il faut encore ajouter le chômage pour les jeunes qui se présentent à la production, même quand ils possèdent un C.A.P., que nous devons comprendre l'état d'esprit qui est celui de Denyse Franck et des femmes qui l'entourent ; état d'esprit qui s'exprime dans les propositions suivantes :

A la réunion de militantes P.S.U.

et A.F.F. et de mouvement de locataires H.L.M. assistaient une majorité de femmes d'ouvriers.

Il y avait une femme qui faisait des ménages car le salaire de son mari était insuffisant pour payer l'instruction de leurs grands enfants, une femme professeur, d'autres qui, jeunes filles, avaient été soit vendeuse, dactylo, employée de maison, éducatrice, ouvrière. Moyenne d'âge : 30 ans. Trois maris étaient présents également.

Elles étaient toutes d'accord pour penser que pour les femmes il ne devait avoir ni obligation d'exercer un métier, ni obligation de rester au foyer.

Pour qu'il y ait réellement possibilité de choix, il est certain qu'il faut une formation professionnelle pour les femmes. Mais il faut aussi que le couple ait suffisamment de ressources pour que la femme ne soit pas obligée de travailler pour pallier le faible salaire du mari.

Aussi, pour elles, la lutte se place sur deux plans :

- 1) Augmentation des salaires, tant des hommes que des femmes ;
- 2) Notable augmentation du salaire unique, qui pourrait être calculé de la même façon que l'allocation logement, c'est-à-dire que cette allocation serait proportionnelle au salaire du mari et au nombre d'enfants.

Il serait bon également qu'il y ait une allocation supplémentaire pour les mères célibataires et pour les veuves ou les divorcées mères de famille.

Le salaire unique

Pourquoi ces militantes désirent-elles une notable augmentation de l'allocation de salaire unique ?

Les allocations familiales sont pour les enfants. Une suffisante allocation de salaire unique serait pour la femme « au foyer » une promotion, une reconnaissance de leur travail ménager : une employée de maison est bien payée !

Il est, en vérité, difficile à Saint-Nazaire, actuellement, de lutter pour que toutes les femmes mariées puissent exercer un métier. En effet, tant de jeunes filles sont chômeuses, même quand elles ont une formation professionnelle, le problème des veuves laissées sans ressources, des mères célibataires est si angoissant que les emplois doivent leur être réservés en priorité, c'est du reste ce qui se passe un peu à l'hôpital de Saint-Nazaire.

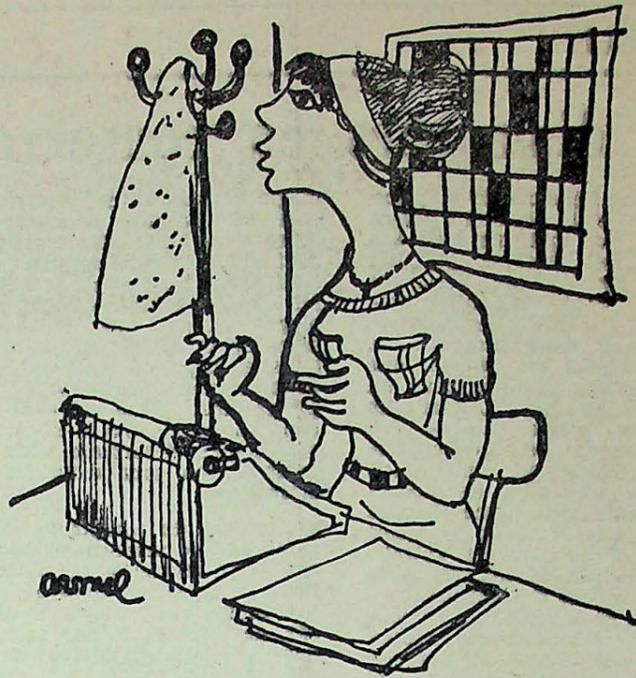
Certains ouvriers reprochent à une femme de responsable syndical de Saint-Nazaire de travailler : « Elle prend le travail de nos filles. »

C'est que, contrairement à la région parisienne, le problème de l'emploi est aigu à Saint-Nazaire.

Nous connaissons le cas tragique de familles où des adolescents, garçons ou filles, sont chômeurs sans avoir jamais travaillé, malgré des C.A.P., pour lesquels il n'est perçu ni allocations familiales ni allocations chômage, où ne rentre donc que le salaire du père et où il n'y plus de véritables repas, mais seulement du pain avec quelques rondelles de saucisson.

Sans compter les licenciés des Fonderies et des Chantiers qui n'ont plus droit aux allocations de l'ASSÉDIC, qui vivent de leurs seules allocations de chômage, soit 200 F par mois, et encore quand ils ont la chance d'habiter Saint-Nazaire et non une commune où n'était pas prévu un fonds de chômage car, là, ils ne touchent rien ! Ils sont âgés de plus de 50 ans et n'ont plus l'espoir de retrouver du travail...

A Saint-Nazaire, bien souvent du reste, les femmes d'ouvriers restant au foyer sont *plus militantes, plus politisées* que bien des femmes exerçant leur métier. C'est également pour cela que mes camarades désirent une revalorisation du salaire unique : pour avoir les moyens de se faire remplacer de temps en temps dans leurs travaux ménagers, pour pouvoir ainsi davantage participer à une vie sociale, pour davantage pouvoir assister à des réunions politiques ou culturelles, pour pouvoir davantage militer. Mais c'est vrai que certains hommes (pas seulement les ma-



D'après « L'Éclair ».

ris) ne comprennent pas ce désir de participer, de prendre des responsabilités. Pour être également moins dépendantes, peut-être, de leur mari, pour garder bonne conscience quand elles font des dépenses personnelles.

Pour elles, une femme qui a un métier ne s'intéresse pas toujours pour autant aux problèmes de la cité, de la société, contrairement à certaines femmes restant au foyer. Tout dépend de leur tournure d'esprit, de leur égocentrisme.

La femme, comme l'homme du reste, doit-elle seulement rechercher la satisfaction de ses propres besoins ? Ne doit-elle pas, au contraire, chercher à se dépasser ?

Certaines le pourront dans leur métier, d'autres non.

Le métier n'est pas toujours création. Une civilisation des loisirs bien comprise doit donner à chacun la possibilité de créer, de connaître le beau par une extension plus rapide des maisons de la culture.

Mais un métier permet-il toujours à la femme cet accomplissement ? Seulement si elle l'a choisi et peut y donner le meilleur d'elle-même. Autrement, il n'est que trop souvent brutalisme. (Pour les hommes aussi du reste.)

Choix, mais non obligation

Faut-il avant tout chercher l'égalité ? Si certaines préfèrent le bonheur simple et tranquille, mais militant, dans son foyer, faut-il la mépriser pour autant ? Est-elle moins utile pour cela à la société ?

Les femmes trouvent-elles toutes leur équilibre dans leur métier ?

N'est-ce pas cela le plus important ? *Equilibrer sa vie dans le choix que l'on fait. Choisir, mais non obligation.*

Le privilège des femmes est peut-être dans cette possibilité de choix que l'homme n'a pas.

S'il y avait un salaire unique revalorisé, ne travailleraient alors dans leur métier que les femmes touchant un salaire suffisant pour rendre ce travail intéressant.

Les confédérées du « Mouvement féminin démocratique » ont beaucoup parlé du ménage que les femmes qui exercent leur métier retrouvent en rentrant chez elles. C'est vrai pour celles dont les deux salaires ne suffisent pas pour payer une aide ménagère. Mais, souvent, alors, leurs maris les aident davantage que ceux des femmes qui restent à la maison.

Et puis, pour bien des ouvriers, la dignité de l'homme passe par « la femme au foyer », non par étroitesse d'esprit, mais par fierté de pouvoir les arracher à un travail dur qu'elles ont connu jeunes filles.

Aussi préfèrent-ils lutter pour avoir de meilleurs salaires et aussi pour que leurs enfants connaissent de meilleures conditions de vie. Et non seulement par la création d'écoles techniques, mais pour la démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire la gratuité des fournitures scolaires et pour des salaires étudiants.

Egalement pour que les enfants ne soient pas obligés de s'expatrier, donc pour l'expansion de la région.

Je conclurai en disant qu'il est dommage qu'il y ait une certaine incompréhension entre les femmes qui exercent leur métier et celles qui restent au « foyer ». Que, dans la société industrialisée dans laquelle nous vivons, toute femme doit pouvoir être une travailleuse qualifiée et

que l'Etat et les municipalités doivent lui faciliter ses tâches. Que le choix entre exercer un métier ou rester au foyer doit être un choix personnel de la femme et non imposé par son mari (trop d'hommes pensent, à tort, que les femmes qui sont entrées dans la vie active sont de mauvaises éducatrices !). Que la conquête des biens matériels, par un double salaire, peut être un facteur d'épanouissement et de libération pour la femme.

Et puis, je conclurai en disant mon regret que nous soyons si peu de militantes et que nous, militantes, devions lutter à la fois contre l'hostilité des hommes et l'étonnement des autres femmes devant notre désir d'égalité, dans tous les sens du terme, et particulièrement dans celui de l'égalité des responsabilités : ne plus être considérées comme mineures.

Mais nous lutterons pour que nos filles échappent à cette ségrégation des sexes que notre génération subit, et je suis certaine qu'elles y parviendront.

Une situation de fait

Ces remarques traduisent une situation de fait, à la fois historique (insuffisante qualification professionnelle des femmes à l'heure actuelle, insuffisance de l'équipement social pour alléger les tâches de la femme à la maison) et locale (état de l'emploi à Saint-Nazaire) inacceptable. Il est plus que certain qu'il faut faire le maximum pour modifier cette situation.

Le seul remède, à notre avis, est de donner effectivement à ces femmes, comme le demande notre camarade, la possibilité de choisir entre la vie au foyer et la vie à l'usine.

Mais cette possibilité doit être obtenue :

— par l'augmentation des salaires masculins ;

— par l'augmentation des allocations familiales (il n'est que juste que la société contribue de façon substantielle à l'éducation des enfants qui seront la société de demain).

En revanche, toute autre solution, comme l'allocation de salaire unique ou l'attribution d'un salaire à la femme au foyer (cette dernière revendication représentant, d'ailleurs, une somme de dépenses exorbitante, nous nous proposons d'en donner l'estimation dans quelque temps) est à proscrire, car elle risque d'engager l'avenir. Il faut que les travailleuses d'aujourd'hui puissent avoir le choix, mais il ne faut pas que les filles de ces travailleuses se retrouvent, dans dix ou quinze ans, dans la même situation que leurs mères.

Autrement dit : dans une époque où la société a besoin d'utiliser au maximum toutes les aptitudes et de pousser au maximum la qualification technique de tous, les efforts en direction de l'avenir doivent porter essentiellement :

1) sur la formation professionnelle des filles ;

2) sur la rationalisation et la socialisation d'un certain nombre de tâches ménagères, afin de libérer, pour un travail plus qualifié, les heures ainsi récupérées.

Nous serions heureux de recevoir, à T.S., des informations par région sur la situation des femmes et l'emploi féminin analogues à celles envoyées de Saint-Nazaire. Heureux, également, de toutes les remarques et propositions qui pourraient nous être faites sur ces sujets.

THÉÂTRE

Les dimanches en conserves

• Notre époque s'éloigne de la grâce, nous le savons et le déplorons depuis belle lurette. Nos mots ne sont que pièges embourbés dans la glu des lieux communs. Ils ne désignent plus rien en propre, car leurs propriétaires ont été dépouillés de toute personnalité, de toute individualité. Univers anonyme ! On troque une semaine de labeur robotisé pour un dimanche de gadgets. L'oasis des loisirs ! Une bonne sagesse des nations amplement démonstrée faisant office d'idéologie. Ainsi bien rangée, bien garée dans les mornes parkings de sa lâcheté innée, l'espece se perpétue. Hier héros et bourgeois de Flaubert et de quelques autres ; aujourd'hui, après le maigre solde des espoirs avortés, l'« affluent society » assoit sa suprématie. La médiocrité conserve les mêmes critères, elle se sert des mêmes stéréotypes, elle suscite périodiquement les mêmes révoltes. Au loin, les maux sociaux ne sont que bruit et fureur ; qu'une vague inquiétude vienne à éclore dans l'âme des esclaves, et l'on aura tôt fait de lui substituer une mesquinerie salvatrice.

• La « Promenade du dimanche », de Georges Michel, transpire de tous ces thèmes dont la nouveauté n'a rien d'évident. Jeune auteur découvert récemment par la revue « Les Temps Modernes », G. Michel se tient au seuil et au carrefour de Ionesco, de Dubillard, de J. Osborne, etc... et d'une personnalité authentique qui ne demande qu'à s'affirmer sans avoir encore tenté le grand saut. Comme Ionesco, G. Michel braque sa lunette sur la cellule familiale. Comme le réaliste J. Osborne, il fait éclater la fausse tolérance du foyer, dans le cas présent d'un foyer aussi universel que J. Osborne pouvait se vouloir britannique. Comme Dubillard, il amorce des démarrages verbaux qui pour l'heure ne franchissent aucun parapet. Au lieu de la

magie verbale de ce dernier, G. Michel se contente d'emprunter des accents de tragédies classiques qui contrastent ironiquement avec le train-train du verbe quotidien. L'effet amuse mais ne dépasse pas la blague sympathique. Finalement, la pièce de G. Michel ne se décide jamais, en dépit de quelques incursions dont certaines bien venues ; on s'explique ainsi qu'elle soit sans surprise, sans ingénuité. La dénonciation de stéréotypes désormais bien connus verse à son tour dans son propre stéréotype.

• Au bout du compte — et la critique en l'occurrence dépasse le seul cas de G. Michel — on s'étonne qu'à force de refus, un certain art tourne à la manie et à une pureté discutabile car dévitalisée. Il ne saurait être question de contester les aliénations de notre société, mais il ne saurait suffire de s'en moquer sans une précision destructrice. On se délasse trop complaisamment à la gentille anarchie de G. Michel et l'on risque de s'en retourner absous de tout désir de révolte. Une observation et une description plus réalistes, plus de reconnaissance exacte de notre contexte et des hommes concrets qui le produisent, plus de dynamisme verbal confèreraient à la « Promenade » une dimension qui risque de lui faire défaut.

Certes, la pièce a plu et plaira ; atteint-elle le but de son auteur ? Si l'on prouve, comme moi, des doutes à ce sujet, une interrogation plus sévère s'impose. Pourquoi ? La société de consommation de masse a des raisons que sa critique ne connaît pas ! Les sociologues en savent quelque chose, eux qui la scrutent scientifiquement. A force d'agir en franc-tireur, il ne faudrait pas que certaines formes d'expression quittent le terrain du réel ! Si j'admets que le style épique — que j'aime — ne cumule pas toutes les vertus, encore faut-il inventer, créer ce qui le remplacera en le prolongeant. Se méfier de l'ersatz poétique du petit humaniste coincé par la modernité qui ne saurait éternellement dissimuler l'impuissance à forger une nouvelle dramaturgie !

• La mise en scène de M. Jacquemont et G. Michel témoigne d'un adroit équilibre entre le théâtre d'avant-garde et le music-hall. Elle sait insuffler l'haleine amère et grinçante de la banalité. Mme Rosette Zucchelli excelle dans le rôle de la mère, stupide à souhait. Sa voix saugrenue et miteuse fait mouche. Ro-

bert Sireygeol, mi-fils, mi-homme, mêle passion et naïveté, et perira sauvé, avant que l'âge adulte ne lui inocule sa dose de bêtise. Bonne soirée, que l'on souhaiterait cependant plus profondément explosive !

« La Promenade du Dimanche » de Georges Michel. Mise en scène de Maurice Jacquemont et G. Michel - Studio des Champs-Élysées, tél. : 225-00-87.

C. G.

TELEVISION

Le rein et la vie

Actuellement, à Lyon, 15 hommes et femmes sont maintenus artificiellement en vie, grâce à une machine. Tous les trois ou cinq jours, ils viennent passer 12 heures à l'hôpital pour subir un traitement sans lequel ils seraient condamnés à mort, leurs reins ne fonctionnant plus. Ces personnes, au prix d'une volonté farouche et grâce à la compréhension et l'efficacité d'une équipe médicale remarquable, peuvent mener une vie presque normale. Mais ils sont 15 et non pas 20 ou davantage, comme cela pourrait être, car l'équipement médical est insuffisant. Chaque semaine, les médecins ont à se prononcer sur l'opportunité du traitement : au premier chef, le malade aura-t-il l'énergie suffisante pour accepter toutes les contraintes, son milieu, sa famille l'y aideront-ils ? Mais au second chef : y a-t-il place dans le service pour un malade de plus en survie ? Car pour ces malades, il faut un équipement très évolué et onéreux, ainsi qu'un personnel compétent et le service a des moyens limités. Les médecins (1) ont le triste privilège de décider de la vie ou de la mort d'hommes et de femmes parfois très jeunes. Chaque jour, dans les hôpitaux, des médecins prennent des décisions aussi capitales. La responsabilité de la société est grande : doit-elle prendre en charge, et c'est une charge très lourde, la survie de grands malades, même lorsqu'elle est hypothétique ? Je crois que des socialistes doivent répondre oui, tout en ayant présent à l'esprit tout ce que cela représente

de charges à répartir sur toute la société.

Un autre problème soulevé par cette émission a été abordé, à propos des greffes d'organe. Peut-on prélever sur un cadavre un organe nécessaire à la survie d'un malade ? Ce qui pose le problème : à quel moment intervient la mort ? Est-ce lorsque aucun souffle de vie n'est perceptible et quand le cœur s'arrête ? Mais nous savons maintenant qu'un cœur arrêté peut revivre ; ou un peu avant quand toutes les autres fonctions vitales ne peuvent plus s'exercer ou plus tard... c'est-à-dire trop tard dans le cas qui nous intéresse, car l'organe doit être prélevé quand il est temps encore pour lui de reprendre de nouvelles fonctions. Mais alors, il ne s'agirait plus de cadavre ?...

Nous sommes devant un des grands problèmes moraux qu'il faut trancher. Il faut faire des choix qui sont souvent des paris ; ces choix bouleversent la morale traditionnelle. Entre deux condamnés à mort, a-t-on le droit de choisir ?

Reconnaissons à Igor Barrère la grande honnêteté avec laquelle il nous a mis en présence de problèmes trop souvent relegués à l'arrière-plan, au nom d'une lâche pudeur. C'est pourtant peut-être pour nous, demain, que le choix sera à faire.

(1) Aux Etats-Unis, c'est un conseil de « sages » de la ville qui prend une telle décision.

G. S.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

TOUT ou RIEN
(V. O.)

MUSIQUE

Béjart et Roland Petit

Avec l'Eloge de la Folie, Roland Petit a prouvé qu'il savait tirer rapidement les leçons de l'échec de son précédent ballet « Notre-Dame de Paris ». Argument qui se veut inspiré par la vie la plus moderne et parfois la plus quotidienne où se côtoient l'amour, la guerre, les machines, les drogues, la police et la publicité pour faire de ce monde un univers démentiel dont l'homme ne peut que chercher à s'évader.

Petit dont j'ai toujours apprécié l'élégante fraîcheur de ses meilleurs ballets, déploie ici beaucoup d'intelligence et de talent. Il y est aidé par une troupe efficace et par des éléments décoratifs très ingénieux.

Ce spectacle résolument moderne (musiques de Varèse et de M. Constant) incite à la comparaison avec les dernières productions de Béjart, l'autre grand chorégraphe français. Il est évident que Roland Petit n'a pas le sens de l'organisation spatiale qui caractérise Béjart. Celui-ci sait habiter un plateau, même avec un couple de danseurs. Petit, toujours intéressant, reste limité à l'entourage immédiat des personnages dont les gestes ne s'inscrivent que rarement dans un espace plus vaste. En conséquence, l'art de R. Petit se dilue souvent dans une anecdote d'une signification trop immédiate pour avoir une portée générale. J'en veux pour preuve la manière dont il décrit la guerre : ces danseurs armés de mitraillettes imaginaires, massacrant de purs et lumineuses jeunes filles, touchent infiniment moins que la dernière partie des « Variations sur une porte et un soupir » de Béjart qui atteignait une vérité déchirante. C'était alors la détresse absolue de l'homme nu, déposé, en proie à la mort la plus désolée dans une désespérante solitude. Grâce à une prodigieuse concentration de gestes et d'attitudes le monde physique de la danse débouchait sur l'univers organique et métaphysique. Avec R. Petit nous restons au spectacle, mais c'est un spectacle de qualité.

ciens lyriques du XIX^e siècle, tous trois préoccupés de créer un art authentiquement national opposé à l'art cosmopolite de la fin du siècle précédent et à l'opéra historique bourgeois du début de leur siècle. Si Boris Godounov est assez bien connu en France, on ignore totalement la Khovantchina, inscrite au répertoire de la plupart des grands opéras européens et que Belgrade présenta à Paris (1) il y a une dizaine d'années. C'est cependant une des œuvres les plus représentatives du musicien russe, moins palpitante et moins colorée que Boris, elle possède, par contre, un lyrisme austère et une unité profonde qui ne la rendent pas inférieure au premier opéra de Moussorgsky.

Que l'Orchestre national ait inscrit cette grande fresque à son dernier programme nous réjouirait si nous n'avions entendu un digeste morcelé et incompréhensible de la Khovantchina. L'œuvre intégrale de Moussorgsky dure cinq heures, la version Rimsky-Korsakov durait trois heures, la révision de Chostakovitch, qui nous fut proposée, une heure quarante-cinq. Outre que la plupart des scènes de liaison avaient disparu, le bouleversement de l'ordre des scènes principales semblait très discutabile et l'exécution fut marquée par des temps morts qui rendaient le drame peu cohérent.

Il reste, heureusement, les quelques cent minutes de musique qui nous furent données à entendre sous la baguette simple et énergique d'Oscar Danon avec les meilleurs solistes yougoslaves dont Miroslav Cangalovic, une des trois ou quatre grandes basses actuelles. Les chanteurs se sont bien acquittés de l'effort considérable qui leur était demandé ; j'aurais cependant souhaité des aigus moins étouffés et un phrasé plus net du côté des dames.

B. Sizaire.

(1) Ce concert sera retransmis par l'O.R.T.F. dans la deuxième quinzaine d'avril. La Khovantchina a été enregistrée chez Decca par l'ensemble de Belgrade.

Justice enfin rendue à une grande œuvre !



ROMAIN ROLLAND

Une presse enthousiaste salue le centenaire de la naissance d'un de nos grands écrivains dont l'œuvre vient de sortir du « purgatoire », cet oubli passager, injuste mais inévitable, qu'a connu par exemple celle de Victor Hugo. Jean Guehenno écrit dans le Figaro Littéraire : « J'ai vu beaucoup d'hommes et même de grands hommes, je n'en ai pas connu de plus grand ». Et André Maurois : « J'ai toujours admiré Romain Rolland ». Enfin Maurice Nadeau, dans le Nouvel Observateur : « Injustement oublié dans son pays Romain Rolland est célèbre à l'étranger. En Russie il a atteint le record absolu du tirage avec 7.500.000 exemplaires et partout dans le monde, de grandes manifestations ont lieu à l'occasion du centenaire de sa naissance ».

A cette occasion également, le texte intégral des trois œuvres maîtresses de Romain Rolland : Jean-Christophe, l'Âme Enchantée, Journal des années de guerre 1914-1919 - œuvres qui représentent 32 volumes dans des éditions ordinaires - a été publié dans une magnifique édition de bibliothèque, sur papier bible, en trois volumes seulement, trois beaux volumes 14 x 20, reliés pleine peau fauve, tête or véritable, fer spécial au dos, et filet sur le premier plat tiré au balancier à l'or fin. La Librairie Pilote vous offre pour quelques jours, à l'occasion du centenaire, ces 3 volumes réunis sous un élégant emballage, payables en 10 mensualités de 19,50 F, en 3 de 61 F, ou 180 F comptant, avec droit de retour dans les 5 jours. Hâtez-vous de profiter de cette occasion pour enrichir votre bibliothèque de cette œuvre qui restera comme l'une des plus riches et les plus exaltantes du début du siècle.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris 7^e

Veuillez me faire parvenir les 3 vol. des œuvres de Romain Rolland. Si je ne les renvoie pas dans les 5 jours dans leur emballage d'origine, je les régralerai comptant 180 F en 3 mensualités de 61 F en 10 mensualités de 19,50 F

Nom Prof.

Adresse

Tél.

N° C.C.P. ou bancaire

Banque Ag. ou adr.

Signature :

Une « demi-Khovantchina »

Moussorgsky est avec Wagner et Verdi un des trois plus grands musi-

JOAN BAEZ TÉMOIGNE

QUESTION. — Considérez-vous que votre activité de chanteuse et votre activité politique soient compatibles ?

REPONSE. — Pour moi, c'est la même chose. J'ai toujours voulu m'exprimer. J'aime chanter. J'aime le son de ma propre voix. Je ne chanterais pas si je ne l'aimais pas. Il y a quatre ans j'ai voulu me dresser sur la scène et dire (et j'ai eu le cran de le faire) : « Il y a quelque chose que je veux exprimer, mais je ne sais pas réellement ce que c'est. » Et les spectateurs s'asseyaient et se grattaient la tête. Maintenant je suis capable de m'adresser à un nombre considérable de gens, et de dire ce que je crois être très important. Je ne sais pas composer, mais j'ai assez de jugeote pour savoir si ce que j'écris ne vaut rien, c'est pourquoi les chansons de Bob me sont d'un grand secours. Je ne pourrais pas vivre sans musique.

Q. — Comment expliquez-vous que les étudiants, aux Etats-Unis, soient devenus récemment si conscients des événements et aient décidé d'agir ?

R. — Je n'ai pas réponse à tout : c'est sans doute compliqué de trouver la raison profonde d'une explosion populaire, la raison de ceci ou de cela. N'importe comment, le plus important est que cela ait lieu et qu'ils sachent ce qu'ils font...

Q. — Y a-t-il beaucoup d'apathe en Amérique ?

R. — A mon avis, l'on peut diviser les gens en trois catégories. Les deux plus importantes sont celles où l'on dit : « Qu'on les extermine à la bombe ! », et : « Mon Dieu, n'est-ce pas terrible ! ». La deuxième réflexion est aussi mauvaise que la première parce que ceux-là se contentent de s'asseoir pour regarder la télévision et dire : « C'est épouvantable, je voudrais pouvoir faire quelque chose. » La troisième catégorie essaye de faire quelque chose, mais elle est très réduite et devrait être organisée pour jouer un rôle politique.

Q. — Quel est le meilleur moyen de vaincre cet état de fait ?

R. — Je suis à la recherche d'un moyen qui m'est propre pour essayer de le combattre. Pour le Vietnam, par exemple, depuis la protestation individuelle jusqu'aux grandes marches, tout est bon et on doit le faire. Mais en même temps je pense qu'il est nécessaire qu'il y ait des organisations à l'échelle du pays qui enseignent comment il faut s'y prendre.

Q. — Pensez-vous qu'il soit vrai de dire qu'un grand nombre de jeunes qui manifestent contre la guerre au Vietnam et contre la discrimination raciale soient des « rebelles sans cause », attirés dans votre action parce qu'ils la considèrent comme un moyen de se délivrer de leurs frustrations ?

R. — Oui, c'est vrai ! Ils sont nombreux. Par exemple, la plupart des piquets de manifestants me retournent l'estomac : je n'ai jamais vu de marche en Europe, mais aux Etats-Unis c'est à croire que les gens sortent en revêtant leur tenue de manifestant, échevelés, avec des bas troués et des chapeaux ridicules, et qu'ensuite ils vont manifester pour la paix. Ce qui est absolument idiot parce que n'importe quel spectateur qui est du côté opposé y trouve facilement à blâmer : « Sales communistes ! Sales beatniks ! » Sales beatniks est la chose la plus facile à dire, si vous en avez l'air ou si vous êtes vraiment un tas de beatniks. Il est exact de dire que les mouvements pacifistes sont truffés de gens qui ne savent pas très bien ce qu'ils veulent, mais le point important est que tous ces gens fassent quelque chose, s'y cramponnent afin que leur énergie ne soit pas perdue. C'est une question d'organisation.

Q. — J'ai entendu dire que vous étiez en train d'essayer de fonder une école consacrée à la non-violence...

R. — Oui, nous sommes en train d'en déterminer les statuts. Mais je ne sais pas encore ce qu'il en adviendra et je ne peux rien promettre. Un de mes amis, un homme d'un certain âge qui est un pacifiste et un homme très savant — c'est cela dont j'ai besoin parce que je ne le suis pas moi-même — un excellent professeur,

travaille avec moi actuellement. Nous voudrions prendre dix ou quinze personnes à la fois pour, disons, une période de six semaines, et leur enseigner l'histoire, l'efficacité et les chances de la non-violence.

Q. — On a quelquefois critiqué Martin Luther King, particulièrement quant à sa manière d'organiser les actions de protestation ; on raconte qu'il vient dans une région en effervescence, qu'il organise une grande manifestation, qu'ensuite il s'en



va, laissant à ses collègues la tâche de supporter le choc de la réaction blanche. On dit que la S.N.C.C. s'attaque plus au travail de détail dans chaque région, fondant des centres et des écoles. Qu'en pensez-vous ?

R. — Les gens veulent à tout prix critiquer Martin Luther King parce qu'il a fait beaucoup de bonnes choses. Le S.N.C.C. a aussi énormément fait, il accomplit la plupart du véritable travail à la base, et on lui garde une grande confiance.

Q. — Pensez-vous que le résultat du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis consistera seulement à donner aux Noirs une « niche » dans la société américaine, comme c'est le cas aujourd'hui, ou pensez-vous qu'il apportera un véritable changement fondamental dans les rapports économiques et dans le statut politique ?

R. — Eh bien, je crois que cela amènera un changement, mais il est difficile d'essayer de changer un pays

Américains, qui sont réellement gavés de propagande, n'imaginent pas vraiment un changement radical. Ils continueront plutôt et traiteront les Anglais de « communistes ». Il faut dépasser cela d'une autre manière. D'autres voies existent. On est en train de les explorer et elles conviennent. Elles ont du succès dans le sud des Etats-Unis, mais bien des gens ne peuvent y croire. On les entend encore dire : « Oui, mais ça ne marche pas vraiment. » Or les Noirs montent dans les autobus, ils vont dans les « Prisons », s'offrent des cafés là où ils ne pouvaient pas le faire avant, etc., etc.

Q. — Ne vous reproche-t-on pas de « faire le jeu des communistes » ?

R. — Il ne pourrait y avoir meilleur moyen de répandre le communisme que ce qui se passe maintenant au Vietnam. Le Vietcong est en train de gagner : il entre dans un village et il est adoré parce qu'il n'y a rien de pire qu'un Américain au Vietnam.

Q. — Mais aux yeux des dirigeants américains, n'est-ce pas le meilleur moyen « d'arrêter le communisme » ?

R. — Pourquoi me soucieraient-ils d'arrêter les communistes à l'instant même ? La plus grande part de l'agression est le fait des Américains. Comment le communisme peut-il être pire que ce que nous faisons en ce moment ? Je ne dis pas que le communisme est quelque chose de bon. Mais je suis contre le meurtre et j'essaye d'arrêter le massacre. Nous ne pouvons dire, et spécialement au Vietnam, « nous ne pouvons laisser les communistes gagner » : nous sommes en ce moment une dictature. Cela n'a aucun rapport avec la morale chrétienne, rien à voir avec la démocratie : c'est de l'assassinat. En ce moment, le principal agresseur au Vietnam, c'est l'Amérique, et c'est à l'Amérique d'arrêter l'agression.

Q. — Pensez-vous que le « Vietcong » soit prêt à négocier ?

R. — C'est un problème presque identique à celui du désarmement. Si n'importe qui était prêt à abattre un jeu, sans un joker... Nous nous sommes présentes à la table des négociations sur le désarmement en disant : « Nous désarmerons S.L. », mais on se débrouille toujours pour rendre la chose impossible, parce qu'en fait on ne le veut pas vraiment. Le point important c'est qu'il faut progresser quelque part et que, puisque les Etats-Unis sont l'agresseur, je suppose que c'est à nous de prendre l'initiative. Rien ne peut être pire que ce qui se passe maintenant, et peu importe ce qu'on peut dire sur ces « terribles communistes ». Manifestement, rien ne peut être pire que de se contenter de bombarder, de tuer et de brûler, et arrêter cela le plus tôt sera le mieux. Après, ce sera de nouveau à vous, à moi et aux autres de penser aux moyens de résoudre le problème. Le point important est que lorsque les enfants sont brûlés à mort vous arrêtez cela par le premier moyen possible.

Joan Baez évoqua ses amis : James Foreman, le secrétaire général du « Snick » ; Bob Dylan (« il donne l'impression la plus magnétique que quelqu'un puisse donner ») ; l'Anglais Donovan (« parmi les gens qui imitent Bob, il est le seul à avoir vraiment du talent »). Elle évoqua les amis inconnus qui lui écrivent : « Nous vous soutenons ; nous non plus, nous ne paierons pas la part de la bombe dans nos impôts. » Joan Baez parla avec une franchise désarmante, une spontanéité parfois étonnante, sans jamais rester sur la défensive.

DISCOGRAPHIE

Rappelons que les disques de Joan Baez ont été couronnés en France :

— 33 tours AMADEO - AVRS 9151 : Prix du meilleur disque 1965 pour la jeunesse.

— 33 tours AMADEO - AVRS 9175 : Prix de l'Académie Charles Cros 1966.

Avec le succès d'Hugues Aufray et la venue à Paris de Joan Baez après celle de Pete Seeger se précise en France le succès des chanteurs de Folk-Songs dont Gérard Carreyrou entretenait nos lecteurs dans notre numéro 269.

Pour vous permettre de mieux connaître les principaux interprètes de Folk-Songs qui, derrière les déjà fameux Bob Dylan et Pete Seeger, partent à la conquête des scènes et des électrophones français, nous avons choisi pour vous :

JUDY COLLINS. — EP. 45.3241 LE CHANT DU MONDE (45 t). On la compare déjà à Joan Baez, ce qui est un hommage. La grande qualité vocale de ses interprétations ne peut laisser insensibles même ceux qui sont rétractaires à la langue anglaise.

BARRY MC GUIRE. — 86.904 M RCA VICTOR (45 t). Chanteur solide et plaisant. Interprète préféré de P. F. Sloan

dont il manie la verve avec fougue. Un titre particulièrement bien venu : « This Precious Time », une mise en place exceptionnelle sur un thème musical qui devrait devenir très populaire.

P. F. SLOAN. — 86.903 M RCA VICTOR (45 t). A dix-neuf ans, il est le porte-parole de la nouvelle jeunesse des Etats-Unis qui s'interroge et qui manifeste. Sloan n'est pas un révolté ni un « beatnik », mais un excellent chanteur qui pose ses problèmes dans une certaine ambiance musicale très attachante, directement inspirée de la tradition du folk-song.

SIMON ET GARFUNKEL. — 5655 CBS (45 t). Ces deux chanteurs se dirigent allégrement vers le grand succès. Chaque semaine, la cote du Hit Parade aux Etats-Unis leur est favorable, et les radios européennes viennent de les découvrir avec beaucoup d'intérêt. A suivre de près.

Les grands succès :

PETE SEEGER. — « At Carnegie Hall » (enregistrement public), CBS 62.209 (30 cm, 33 t) et 5870 (45 t) ; « Chants des Syndicats américains » (Prix de l'Académie Charles Cros), Le Chant du Monde FWX M 55.285 (30 cm, 33 t).

BOB DYLAN. — Trois excellents disques 30 cm chez CSB, n° 62.429, 62.515, 62.572, avec notamment « The Time They Are a Changin' » et « Ballad of Hollis Brown ».

HUGUES AUFRAY chante Bob Dylan (rappel), Barclay, 80.289 (30 cm, 33 t).

45 jours

CELUI QUI DIT NON A FRANCO

Vous l'avez vu dans l'émission « Panorama » de la T.V. Il vient d'arriver à Paris et donnera un récital à Paris. Aidez-lez entendre

RAIMON

Samedi 23 avril 1966, à 21 heures, à la Mutualité. (Places : 5 F.)

F.O. : UN CONGRÈS CONFORMISTE

LE congrès confédéral de la C.G.T.-F.O., qui vient de se tenir à Paris, a été marqué, en dépit de vifs débats, par le triomphe des thèses soutenues par le Bureau confédéral unanime. Le rapport moral présenté par André Bergeron, secrétaire général, a été adopté par 84 % des mandats. Les motions d'orientation soutenues par les deux minorités — l'une que l'on peut qualifier de « syndicaliste révolutionnaire » et l'autre de socialiste — ont obtenu respectivement 11 % et 9 % des mandats.

De tels résultats peuvent apparaître au premier abord surprenants. Ni la fondation de la C.F.D.T., ni l'évolution de la C.G.T., ni l'atténuation de la guerre froide n'ont modifié les positions fondamentales de « Force Ouvrière ». Pas davantage le développement des actions revendicatives auxquelles participent cependant les organisations F.O. — qu'il s'agisse des prochaines grèves à la S.N.C.F. et à l'E.G.F., des mouvements annoncés chez les fonctionnaires et dans le secteur privé — n'a influencé la majorité des congressistes dans le sens d'un rapprochement avec les autres centrales ouvrières.

Sans doute l'unité d'action n'a pas été condamnée. Elle ne pouvait d'ailleurs pas l'être. Cela est acquis depuis plusieurs congrès. Toutefois elle revêt un caractère essentiellement tactique, de préférence au niveau des fédérations, les militants de base étant priés d'éviter autant que possible les mauvaises fréquentations et les dirigeants confédéraux se complaisant dans leur splendide isolement.

Il reste les problèmes posés par « le rôle du syndicalisme dans la société moderne », qui ont fait l'objet d'un rapport de Gabriel Ventejol, intéressant, mais peu constructif. Sur ce point, les opposants n'ont pas apporté grand-chose de plus. Cependant, en dépit du refus apparent de toute « politisation », des condamnations portées contre la planification démocratique, le débat reste ouvert au sein de la centrale.

Il est évident qu'aucune organisation syndicale digne de ce nom ne peut ignorer la nécessité de repenser son action, alors que l'Etat ne cesse d'accroître son rôle dans la vie économique et sociale, alors que la planification n'est plus l'apanage des Etats officiellement socialistes.

Le rapport de Ventejol avait d'ailleurs — comme l'a noté un congressiste — une autre tonalité que les déclarations de Bergeron qui demeuraient marquées par le vieil anarcho-syndicalisme. Mais il s'agit là de nuances ! Les dirigeants confédéraux sont d'accord sur l'essentiel : le refus de tout rapprochement avec la C.G.T. et avec la C.F.D.T., d'autant plus attaquée qu'elle a mieux réussi que F.O. dans les secteurs industriels et qu'elle collabore avec la centrale de la rue La Fayette.

La citadelle assiégée

Il faut reconnaître que ce point de vue est partagé par de nombreux militants, en particulier par les secrétaires fédéraux et les secrétaires d'U.D. détenteurs de la grande majorité des mandats au congrès confédéral. L'accord C.G.T.-C.F.D.T. a encore renforcé chez les responsables F.O. le sentiment plus ou moins conscient d'appartenir à une citadelle assiégée. Tous ne sont pas des conformistes, loin de là : mais beaucoup font actuellement preuve de prudence en se contentant d'attendre « les événements ». En fait, les libres-penseurs qui constituent la grande majorité des cadres

de « Force Ouvrière » ne pratiquent guère le libre-examen : ils ont tendance à sous-estimer l'évolution des églises (qu'il s'agisse de celle de Rome ou de celle de Moscou qui influencent la C.G.T. et la C.F.D.T.) dans un monde dominé par le prodigieux développement des sciences et des techniques, par la recherche du progrès matériel. En ce qui concerne la mission même du syndicalisme, ils ont tendance à s'accrocher aux schémas du passé.

Il en résulte un certain climat d'intolérance qui a pesé sur les débats du congrès. Les orateurs des minorités, qu'il s'agisse de Labi et de ses amis ou de Lubin, des fonctionnaires, ont été souvent accueillis par un concert d'imprécations dont les plus aimables étaient : « A Moscou ! A la C.G.T. !... » Significative également est l'éviction de la Commission exécutive confédérale du « gauchiste » Hébert et du « moderniste » Cottave.

Plus grave est le négativisme d'une bonne partie des positions adoptées par le congrès.

Non à la C.G.T.

On ne s'attendait pas à ce que la C.G.T. soit ménagée. Elle ne le fut point. La résolution générale présentée par Rouzier (un des militants de choc de la Fédération des P.T.T., la plus hostile à l'unité d'action) condamne toute alliance avec « un faux syndicalisme inféodé au parti communiste ».

De ce même parti communiste, André Bergeron avait dit dans son rapport qu'il est « inconditionnellement lié à l'Union soviétique », alors que Guy Mollet, lui-même, déclarait récemment : « Les partis communistes d'Europe occidentale se considèrent moins comme les avant-gardes de la défense soviétique, ils prennent un peu d'indépendance et vont devoir penser à l'action dans leur propre pays. »

Certains délégués, tel Piollet, de la Loire, ont pourtant évoqué la déstalinisation et se sont demandés si le « polycentrisme » de feu Togliatti ne débouchait pas sur une forme de libéralisme.

Dans sa réponse aux orateurs, Bergeron a paru reconnaître une certaine évolution, mais a rappelé la vieille conception bolchevique de subordination des syndicats au Parti.

Non à la C.F.D.T.

La centrale du square Montholon n'est guère mieux traitée. On s'étonne même de la variété des arguments développés contre elle.

Tantôt sa déconfessionnalisation est mise en doute et les progrès des scissionnistes de la « C.F.T.C. maintenue » sont ouvertement souhaités, tantôt ses militants sont gratifiés de l'épithète infamante de « progressistes », tantôt lui est reproché de vouloir faire de la politique (comme si un certain anticommunisme n'était pas aussi une politique).

Bergeron a, toutefois, précisé que les pourparlers avec les dirigeants de la C.F.D.T. avaient été interrompus en raison du refus de cette dernière de rompre avec la C.G.T., et il a ajouté : « La C.F.D.T. veut tourner les communistes sur leur gauche, j'ai dit à ce pauvre Descamps : « Je crois que tu as perdu la tête. »

Non à la planification démocratique

Cependant « gauchiste » sur le terrain, la C.F.D.T. suit en réalité la voie « d'un syndicalisme de gouvernement » (expression figurant dans la résolution votée par la majorité).

Et, Bergeron semble tout heureux de condamner à la fois la C.F.D.T. et la planification démocratique : « Nous ne pouvons être d'accord avec les dirigeants de la C.F.D.T. quand ils prônent la planification démocratique. » Pas plus que nous ne le sommes avec ceux qui pensent que le mouvement syndical doit proposer un contre-plan. Un tel système ne mènerait-il pas à une transformation de nos syndicats qui deviendraient une sorte de « police du travail ?... J'ai dit cela à Mendès-France lorsqu'il vint, y a quelque mois, exposer ses conceptions proches de ce système ».

De quoi laisser pantois certains dirigeants des syndicats frères de la C.I.S.L., comme le représentant des Trade Unions, qui a rappelé devant le congrès que les syndicats « ont toujours été des partisans de l'accroissement planifié de l'économie et du contrôle exercé par l'Etat sur les forces aveugles du marché ».

Quoi qu'il en soit, la planification démocratique semble désormais condamnée à F.O., alors qu'elle ne l'avait pas toujours été dans le passé. Faut-il voir là la conséquence de survivances anarcho-syndicalistes ou la volonté de prendre le contrepied de la C.F.D.T. ? Probablement les deux.

Une nouvelle minorité

A F.O., les opposants n'ont jamais été d'accord entre eux, sinon sur la base de malentendus. Ce congrès n'a pas fait exception à la règle, mais les malentendus semblent cette fois dissipés.

L'incident violent qui a opposé Alexandre Hébert et Maurice Labi montrent que les leaders des deux minorités n'ont rien de commun. L'un se réclame de l'anarcho-syndicalisme ; l'autre, du socialisme. L'un est contre l'unité syndicale ; l'autre se déclare prêt à « œuvrer à la réunification syndicale ».

En réalité, Hébert et ses amis — parmi lesquels se trouvent curieusement certains représentants des syndicats de fonctionnaires — préconisaient avant tout, au nom du danger « d'intégration », le retrait de « Force Ouvrière » des organismes nationaux et régionaux du Plan.

Sans doute les deux minorités se rapprochent pour souligner la nécessité d'une action « générale et coordonnée » vers laquelle semblent d'ailleurs s'orienter progressivement la C.G.T. et la C.F.D.T. Encore les « modernistes » devraient-ils se méfier du mythe de la grève générale contre lequel Bergeron, non sans quelque raison, a mis en garde les congressistes (dont beaucoup ont exprimé leur scepticisme en ce qui concerne l'efficacité des mouvements actuels).

La nouvelle minorité socialiste de la C.G.T.-F.O., animée par des militants courageux et éprouvés, tels que Labi (Industries chimiques) et Marçot (E.D.F.), composée d'hommes appartenant à différents partis ou sans appartenance politique, parviendra-t-elle — en dépit de sa faiblesse numérique — à influencer la centrale ? Cela dépendra en particulier de sa capacité à définir une doctrine face à la grisaille confédérale, à se faire entendre de militants responsables qui ont voté avec la majorité, mais qui ne sont pas éloignés de ses inquiétudes et de ses préoccupations.

En tout cas, elle a déjà l'oreille d'hommes jeunes et dynamiques pour lesquels l'obsession du passé ne constitue pas une réponse aux difficultés de l'heure.

Maurice Combes.